

Groupe de **R**echerche et de **R**éalisations Pour le **D**éveloppement **R**ural



Rapport d'analyse sur la prospective dans la région de Guidimakha : Eléments d'analyse de la situation territorial à l'horizon 2030

Selibaby, octobre 2010

Sommaire

Partie 1 : Rappel de la démarche méthodologique de la prospective territoriale Guidimakha Horizon 2030

- 1.1. Rappel du contexte global de prospective (le territoire, les acteurs et pourquoi ? et dans le cadre du PAIDEL et SPAP)
- 1.2. Les ateliers préparatoires
- 1.3. Le zonage et l'organisation des acteurs
- 1.4. L'animation de la réflexion prospective

Partie 2 : Le Guidimakha des années 60 jusqu'à nos jours (rétrospective)

- 2.1. Introduction générale : au contexte du Guidimakha
- 2.2. Rétrospective sur l'évolution des composantes clés pour le développement du Guidimakha
 - 2.2.1 Composante Environnement et aménagement du territoire :
 - Synthèse en encadré
 2. Potentiel humain : qualification et compétence ; démographie ; rôle et place de la jeunesse ; valeurs culturelles ; état de santé ; migration
 - Synthèse en encadré
 3. Dynamique économique : acteurs économiques et entrepreneurs ; institutions financières ; emplois et chômage ; ressources minières ; tourisme ; commerce, artisanat et industrie)
 - Synthèse en encadré
 4. Mobilité et communication : pistes rurales de production ; autres voies de circulation ; moyens de transport ; circulation de l'information, média et télécommunication
 - Synthèse en encadré
 5. Gouvernance : politique et législation ; gouvernance et politiques locales ; sécurité ; organisation de la société civile ; relations transfrontalières ; relations et coopérations internationales
 - Synthèse en encadré
 6. Sécurité alimentaire : pouvoir d'achat, production agropastorale, écoulement des productions locales, maîtrise du foncier, maîtrise de l'eau, accès à l'eau potable → Synthèse en encadré

Partie 3 : Le Guidimakha d'aujourd'hui : constats et enjeux (tendances lourdes)

- 3.1. Tendances lourdes pour chaque variable de chaque composante (force, faiblesse, opportunité et menace)
- 3.4. Tendances lourdes générales pour le développement du Guidimakha

Partie 4 : Enjeux et perspectives (hypothèses et scénarios)

- 4.1. Hypothèse d'évolution de chaque variable de chaque composante
- 4.2. Priorisation des scénarios par composante (du moins au plus probable)
- 4.3. Le Guidimakha à l'horizon 2030 ? (Synthèse des scénarios)

Partie 5 : Stratégie et actions à entreprendre pour un développement régional harmonieux (des actions à court terme, moyen terme et à long terme)

- 5.1. Stratégies et actions à entreprendre pour l'ensemble des scénarios les plus probables (hiérarchisation des variables sur lesquelles il faut mettre en place une stratégie d'actions)
- 5.2. Stratégie globale d'actions à entreprendre pour un développement harmonieux au Guidimakha

Conclusion

Annexe

Sigles et Abréviations

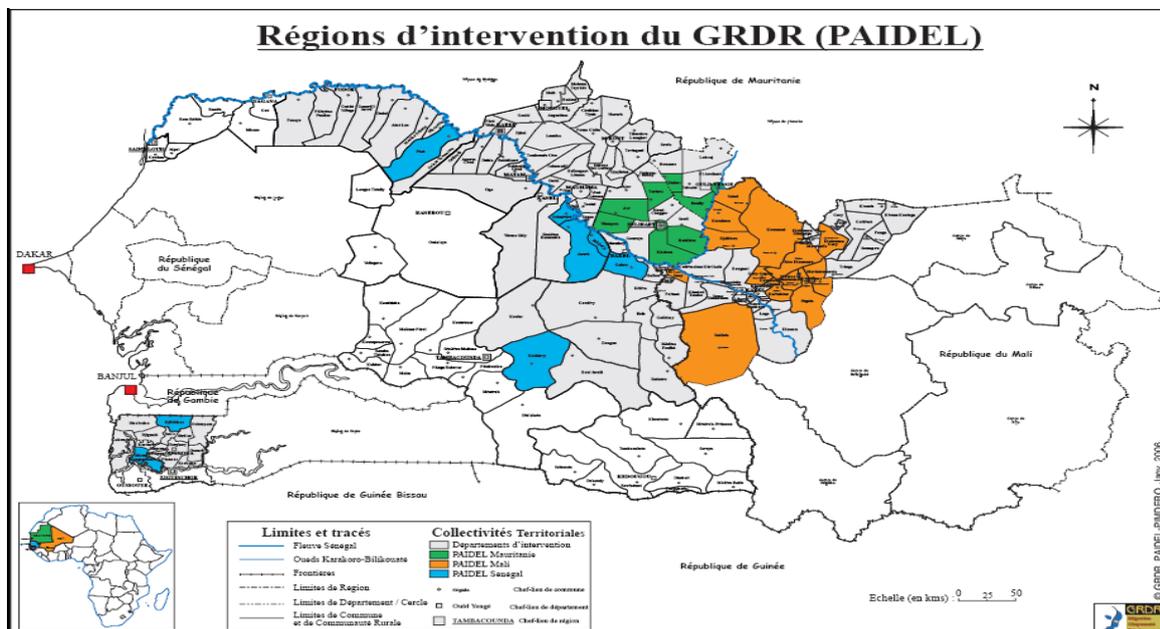
Avant propos

Je me réjouis, de vous présenter, au nom de l'ensemble de l'équipe du GRDR Mauritanie et des collaborateurs nationaux qui ont participé à cet exercice un document sur l'analyse prospective de la région de Guidimakha. Ce faisant nous sommes bien conscients des limites de ce travail non seulement en raison du caractère parcellaire des données statistiquement fiables sur la question mais des difficultés méthodologiques pour la réalisation d'un document qui se veut à la fois global et synthétique.

Mais le mérite d'une telle démarche aura été de concevoir à travers une série d'atelier zonaux et de diagnostic un document rétrospectif abordant les perspectives sur l'ensemble des questions du développement économique et social dans la région de Guidimakha.

Les lacunes et imperfections mises à part, ce travail désormais à la disposition des chercheurs, observateurs et décideurs, contribuera, je l'espère, à mieux faire comprendre les ressorts du contexte socioéconomique de la région du Guidimakha tout en s'efforçant de sortir uen vision prospective à l'horizon 2030 à la faveur des mutations qui s'annoncent en Mauritanie et dans la sous région.

Alassane Thioye
Coordinateur GRDR Selibaby



1. Contexte et pertinence de la prospective territoriale

Le Bassin du Fleuve Sénégal (BFS) est une zone de concentration démographique sujette à des nombreuses difficultés liées aux conjonctures politiques et économiques, aux catastrophes naturelles et des maladies endémiques. Si elle cristallise des nombreuses actions de la part des gouvernements des trois pays Mali, Mauritanie et le Sénégal, des organisations internationales et des acteurs internes, l'enjeu est encore de taille pour redoubler des efforts sur la base d'une situation future positive formulée collectivement.

Le GRDR est présent dans le BFS depuis 1985 à travers des cellules d'appui aux initiatives de développement local en partenariat avec des acteurs institutionnels, techniques endogènes et exogènes pour développer des stratégies d'accompagnement de proximité. Les populations, à travers des méthodes participatives sont devenues des acteurs à part entiers pour leur propre développement. Ce contexte a suscité l'émergence des nombreuses dynamiques qui agrègent les élus et la société civile au tour des objectifs communs. Dans le même sens et dans le cadre du PAIDEL II – EDUCODEV, le GRDR souhaite animer une démarche de la prospective territoriale dans les régions de Kayes au Mali, Tambacouda et Matam au Sénégal et au Guidimakha en Mauritanie.

La prospective territoriale consiste dans ce cas, à se doter d'une vision partagée de l'avenir de cette zone sur les 15 et 20 ans, par l'analyse des thématiques prioritaires. C'est un exercice dynamique qui permet le choix et la définition des variables clés, l'étude rétrospective, l'inventaire des tendances lourdes, la définition des hypothèses, la formulation des scénarios et leur mise en œuvre de ceux qui sembleraient être souhaités et possibles. La vision d'un territoire sur 15 ou 20 ans doit être l'émanation de tous les acteurs locaux. Pour le Guidimakha, elle concerne directement la population, les autorités, les élus et les intervenants qui choisiront et analyseront les variables clés, les scénarios souhaités et possibles pour le développement futur en relation avec les autres territoires transfrontaliers. C'est une réflexion horizontale : elle part du haut avec les autorités (ministère et l'administration déconcentrée et décentralisée), du bas (par les populations, les groupes socio professionnels) et soutenue par un Groupe Régional de Travail et un groupe de travail inter pays représentatif de toutes les entités précitées. La démarche de prospective territoriale animée par le GRDR, un consultant national, Futuribles¹ et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest² permettra ainsi, à tous les acteurs locaux, de penser leur développement futur, suivant une méthode cohérente et réfléchie.

Un des enjeux majeurs de la prospective territoriale au Guidimakha est de favoriser la cohérence des nombreux plans locaux et nationaux, de stimuler la partition d'un ensemble endogène d'acteurs et de favoriser la complémentarité inter collectivités. La prospective dans un contexte de décentralisation dans un territoire caractérisé par une multiplicité d'actions de lutte contre la pauvreté permettra l'émulation des populations qui prendront en main leur propre avenir.

¹ Une structure disposant de l'expertise dans le domaine de la prospective

² OCDE

2. Qu'est-ce qu'une prospective territoriale ?

Au regard du contexte local, le Bassin du Fleuve Sénégal en général et le Guidimakha en particulier se trouve dans une incertitude devant la dégradation des ressources, la croissance démographique, la mondialisation, des maladies de plus en plus nombreuses et graves, le chômage.... Le contexte actuel suscite de nombreuses interrogations quant à l'avenir des prochaines générations. La prospective territoriale que nous envisageons permettra des éléments de réponses à ces interrogations.

La prospective territoriale, c'est donc penser l'avenir d'un territoire avec l'ensemble des acteurs. Pour le Guidimakha, l'opération sera de réfléchir sur la région au sein du territoire national en tant qu'entité frontalière composée de départements, des communes, des villages et des associations. Les thèmes de réflexions concerneront les domaines qui déterminent la vie des populations (la décentralisation, les services sociaux de base, la sécurité alimentaire, la migration, l'économie, l'environnement, la gouvernance...). Pour le choix des thèmes / variables, nous nous sommes interrogés dans un premier temps sur les facteurs qui sont déterminants et privilégiés pour le développement futur du Guidimakha.

3. Pour quoi une prospective territoriale du Guidimakha ?

Elle conduit particulièrement à un état d'esprit positif qui permet de penser autrement et de poser des bonnes questions quant à l'avenir du Guidimakha et de faire émerger des enjeux régionaux partagés. C'est « *une aide pour construire le devenir* »³ et un « *révélateur* »⁴ qui permet une vision commune du territoire et du monde. Cette vision commune du territoire est un vecteur fondamental pour faire évoluer les perceptions, mettre fin avec les stratégies exogènes et susciter un changement chez les décideurs et chez les citoyens à faire des choix réfléchis pour construire collectivement une situation future positive.

Par conséquent, la prospective n'a pas une visée opérationnelle immédiate, comme on a tendance à le croire le plus souvent, elle est un « *pont* » entre la réflexion prospective et les actions postérieures pour construire un avenir meilleur. L'intérêt se situe dans la dynamique créée pendant la réflexion qui débouche sur une « *intelligence collective* » qui produit de la connaissance locale intégrant le national et le global. Cette connaissance produite est sans doute un support efficace et légitime pour les planifications locales postérieures et une source pour la réactualisation des anciens PDL ou PDC, des PRLP pour le développement socio-économique de la Wilaya.

4. Résumé de la démarche

La démarche consiste à faire réfléchir des acteurs légitimement concernés par leurs responsabilités, leurs compétences, leurs actions et non de leur demander des réponses toutes faites à des questions standards. Elle nécessite dans un premier temps le choix des acteurs territoriaux qui composent le groupe local de travail. La structuration des acteurs dans la Wilaya être présentée dans deux grands ensembles suivants :

Dispositif organisationnel

Le dispositif suivant a été proposé pour conduire la réflexion prospective au niveau de la région du Guidimakha.

- **Les Groupes de Travail Zonaux (GTZ)** sont les démembrements qui portent le processus dans

³ Christel ALVERGNE Philippe HUGON - *la prospective régionale, de chemins en desseins*

⁴ Guy Loinger, Éditions de L'Aube, 2004. 274 pages.

chacune des zones identifiées en participant activement aux différentes séances d’animation pour alimenter la réflexion prospective territoriale. La composition de ces groupes permettra une représentativité des acteurs locaux à savoir les élus locaux, les administrateurs, les techniciens des services de l’État, la société civile, les partenaires techniques au développement, etc.

Ainsi, il a été retenu de répartir le territoire régional du Guidimakha en cinq (05) zones pour faciliter la conduite de la réflexion et la participation des acteurs à la base.

Groupe	Zones	Communes concernées	Lieu focal
01	Zone fleuve	Khabou, Gouraye, Wompou	Gouraye
02	Zone oueds intérieurs	Tachott, Arr, would-mbonny, Hassi Chaggar, Dafort, Bouanze, Ajar	Tachott
03	Zone Karakoro	Baïdiam, Soufi, Ould Yengé, Bouilly, Khabou	Bouilly
04	Zone péri-urbaine	Sélibaby	Sélibaby
05	Zone Nord	Tektaké, lahraï, El awaenat	Tektaké

Un Groupe de Travail Régional (GTR) qui portera le processus au niveau de la région. De par sa composition, il représentera l’ensemble des populations et des acteurs de leur zone. Il participe activement aux animations pour alimenter la réflexion prospective. Il se charge de compléter, valider et mettre en commune les produits des groupes de travail zonaux pour une meilleure harmonisation et consolidation des résultats obtenus.

Un Secrétariat Technique Régional (STR) est le « *bras-ouvrier* » du dispositif. Tout le long de la démarche, il accompagne les membres du GTR et des GTZ. Il est chargé d’animer les rencontres de réflexion et de « compiler » des données. Il produit la synthèse des informations et restitue les résultats des GTZ qu’ils soumettront au GTR pour consolidation et validation. À cet effet, il produira l’ensemble des documents et des rapports de synthèse issus de ces travaux de diagnostic zonal et régional. Il assure également le lien entre les GTZ et le GTR pour faciliter la coordination des activités de ces deux entités et garantir la cohérence dans la conduite de cette réflexion prospective. Il sera une structure légère d’au moins 10 membres et constituée d’un représentant de l’A.Mai.G, du référent de la prospective territoriale du GRDR-RIM, du consultant national, du représentant du service régional de la statistique et du représentant du service régional de la planification.

Un groupe de travail inter pays (GTP) : Au niveau sous régional (Kayes Mali, Guidimakha Mauritanie, Tambacounda Sénégal), un groupe travail inter pays (GTP) est mis en place et animé par Futuribles (expert international) pour la consolidation du travail réalisé au niveau de chaque région. Le GTP dispose d’un secrétariat technique composé des consultants nationaux, de l’expert international, du GRDR et des représentants des organisations porteuses de la prospective au niveau des territoires considérés.

Déroulement du processus

L’approche sera participative et adaptée au contexte de la région du Guidimakha et se déroulera en trois phases :

Phase préparatoire

- Formation des acteurs sur la prospective qui a eu lieu à Kayes en avril 2009. Y ont participé les représentants de l’association des maires du Guidimakha, l’Union Régionale des Coopératives Agropastorales, les services techniques de l’état, les Agents de Développement Local et les membres des équipes techniques du GRDR. La session a été animée par le groupe Futuribles.

- Information des autorités locales et administratives sur la démarche : Au Guidimakha, beaucoup de rencontres de communication et d'échanges sur la prospective ont été organisées. L'objectif était de partager avec les acteurs concernés, les tenants et les aboutissants de ce travail ainsi que le rôle de chaque partie prenante.
- Constitution des groupes de travail et du secrétariat technique régional : Les différentes zones agro écologiques du Guidimakha ont été identifiées. Pour chaque zone un groupe de travail a été mis en place.
- Élaboration des outils d'animation des ateliers : L'équipe GRDR en partenariat avec le consultant national a défini une grille support de l'analyse prospective (les composantes, les variables et leur contenu) et la trame méthodologique pour l'animation d'ateliers.
- Collecte des données statistiques et préparation des synthèses thématiques (santé, eau et assainissement, éducation, énergie, télécommunications, sécurité alimentaire, etc.) pour alimenter la réflexion ;

Phase d'animation de la réflexion

Elle débute par un atelier régional d'information/formation (atelier de lancement) au profit des groupes de travail régional, zonaux et du secrétariat technique. Ce premier atelier au niveau régional permettra l'initiation d'un large public à l'exercice de la prospective, la définition d'un planning du déroulement des ateliers zonaux.

Ensuite seront réalisés les ateliers zonaux. Sur une première période d'environ cinq mois, tous les groupes zonaux dérouleront l'animation simultanément pour la définition des variables clés, l'analyse des tendances, la détermination des scénarios et des hypothèses. La tenue d'un atelier zonal peut s'étendre sur une semaine quatre jours et aura lieu au niveau de chacune des zones déjà identifiées pour favoriser l'implication et la participation d'un large public⁵ ainsi que l'appropriation par ces derniers des résultats de cette étude.

Enfin, un atelier du groupe régional de mise en commun et de complément, viendra clôturer cette d'animation au niveau régional. Ce travail sera animé par le GRDR et l'expertise nationale et internationale en partenariat avec l'A.Mai.G porteuse de cette initiative et les autorités administratives et institutionnelles de la région. La réussite de cette phase et la pertinence des informations sont fonction de la mobilisation volontaire des acteurs sur la base d'un planning raisonnable.

Phase de capitalisation et diffusion

Elle concerne plus particulièrement le GTP et son secrétariat technique. Il s'agira de compiler les produits des groupes régionaux de travail issus des ateliers par zone synthétisés par les rapports des consultants nationaux. Le résultat sera diffusé auprès des acteurs nationaux et internationaux. En amont de cette dernière synthèse, l'équipe du GRDR et le ST en charge de l'animation de la prospective Guidimakha à l'horizon 2030 produiront un rapport sur le résultat de l'ensemble des ateliers zonaux.

⁵ Les autorités locales, les élus, les services techniques de l'état, la société civile (association coopérative, organisation de producteurs, éleveurs et agriculteurs) et les partenaires au développement.

Partie 2 : Le Guidimakha des années 60 jusqu'à nos jours (rétrospective)

2.1. Introduction générale : au contexte du Guidimakha

2.1. Introduction générale sur les contextes suivants (géographiques, physiques, démographiques et administratifs) de la région de Guidimakha

Située entre les 14,5° et 16° de latitude nord et les 11,5° et 12,75° de longitude ouest, la région du Guidimakha s'étend sur une superficie de 10.300 km², soit 1,0% de l'étendue totale du territoire nationale (1 030 700 km²). Elle est limitée au nord-est par l'Assaba, par le Mali au sud-est, par le Sénégal au sud-ouest et à l'ouest par le Gorgol.

La région est érodée par de petits oueds descendant directement dans le Sud vers le fleuve Sénégal. Au Nord, le prolongement du massif de l'Assaba est un plateau surélevé de 50 à 100 mètres qui domine le fond de la vallée du fleuve Sénégal.

Des roches anciennes intrusives et métamorphiques forment des collines et des crêtes isolées, des couches sédimentaires constituent la base de vastes plateaux et les dépôts alluviaux superficiels occupent une grande surface. Les sols limoneux des berges des cours d'eau (Karakoro, Sénégal et Nioro), des dépressions sont utilisés pour des activités agropastorales.

La wilaya comprend deux moughataas (Sélibaby avec 11 communes et Ould Yéngé avec 7 communes) à la tête desquels se trouvent des hakéms (préfets) coiffés directement par le Wali. Le département de Sélibaby est subdivisé en une préfecture centrale et trois arrondissements: Wompou, Gouraye et Khabou.

La population de la wilaya est estimée à 177.707 habitants en 2000 selon le RGPH 2000⁶. Cette population est inégalement répartie entre les deux moughataas, avec 128.311 à Sélibaby et 49.396 habitants à Ould Yéngé.

2.2. Rétrospective sur l'évolution des composantes clés pour le développement du Guidimakha Composante Environnement et aménagement du territoire :

2.2. Rétrospective sur l'évolution des composantes et variables étudiées

2.2.1 Étude de la Composante Environnement et Aménagement du territoire Définition de la composante

L'environnement est tout ce qui nous entoure. C'est l'ensemble des éléments naturels et artificiels au sein duquel se déroule la vie humaine. Avec les enjeux écologiques actuels, l'environnement est défini comme « l'ensemble des éléments (biotiques ou abiotiques) qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins », ou encore comme « l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines. On peut aujourd'hui définir l'environnement comme l'ensemble des composants naturels de la planète Terre, comme l'air, l'eau, l'atmosphère, les roches, les végétaux, les animaux, et l'ensemble des phénomènes et interactions s'y déroulant, c'est-à-dire, comme tout ce qui entoure l'Homme et ses activités.

⁶ Source : CSLP - 2004 (Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté au Guidimakha 2005-2008)

L'aménagement du territoire consiste en un ensemble d'actions menées par l'État afin de favoriser le développement de toutes les entités territoriales décentralisées formant le territoire national. Agissant sur une échelle plus vaste que la politique de la ville, l'aménagement du territoire porte sur la disposition spatiale des hommes et des activités. Il conjugue donc développement économique, habitat, transports et communications.

Etudes des variables de la composante

Le climat et les évènements naturels : sont définis comme étant des phénomènes et risques naturels ayant des conséquences sur la vie de l'homme et du milieu naturel. Les événements naturels (inondations) représentent une des conséquences du changement climatique parmi tant d'autres. Les indicateurs de cette variable que sont la pluviométrie, la température, le vent, l'ensoleillement, les inondations, la sécheresse..., permettent de mesurer les changements des dites variables sur une période donnée. Avant 1960, les pluies étaient plus abondantes au point que les cultures pouvaient se faire dans les maisons.

Cependant, les pluies tombées alimentent les nombreux cours d'eau (oueds, affluents du fleuve) de la région et provoquent une érosion torrentielle intense. L'analyse des données pluviométriques⁷ recueillies de 1933 jusqu'en 1992 confirme cette tendance et subdivise cet intervalle de temps en deux phases :

- La première phase (1933-1962) situe à 640 mm. Il ressort que 24 années sont considérées comme normales dont 3 sèches (1941-1942-1944) avec respectivement 428mm, 349mm, 370mm. Cette phase est considérée plus humide puisque les précipitations annuelles sont supérieures ou égales à la moyenne avec les pointes en 1936 (1099mm), 1950(975mm).
- Une deuxième phase (1963-1992) situe la normale à 473mm. Cette phase est marquée par la sécheresse (17 années sèches). Cette dernière est persistante dans les 3 dernières décennies. Il ressort une forte disparité inter-annuelle et une baisse de la pluviométrie dans les dernières décennies. Cette tendance est confirmée par une diminution des récoltes de la période allant de 1963 à 1970. Une disparition de beaucoup espèces animales et cours d'eau (marres et marigots) entre 1971 à 1985. Les températures sont en général élevées, dépassant parfois les 40°C en avril et en mai avec une moyenne se situant à 29,5°C.

Le climat et les événements naturels ont des conséquences sur la vie des populations : érosion par les eaux pluviales. Cette forme d'érosion menace les routes, les ouvrages de franchissement des cours d'eau ainsi que les logements édifiés en bordures des ravins.

De nouveaux comportements (des actions anthropiques) liés au changement du climat, de la diminution de la pluviométrie et des pâturages ont affecté la vie des populations de la région: mauvaises pratiques des éleveurs qui coupaient les arbres pour leur bétail et également par les personnes qui commercialisaient le bois mort devenu introuvable...

La ruralité et l'urbanisation : c'est l'évolution de la répartition de la population dans l'occupation de l'espace rural et urbain. Ces deux espaces sont complémentaires, mais de nature fondamentalement différente, par le paysage, les activités, le mode de vie de leurs habitants, etc.

Depuis les fortes années de sécheresse, à la fin des années 1970, le Guidimakha a connu un vaste mouvement de sédentarisation qui a donné une nouvelle répartition géo spatiale de la population. De nombreuses familles nomades, principalement des éleveurs peulhs et maures se sont sédentarisés.

⁷ CMAP 2004, Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté de la Wilaya du Guidimakha : Plan d'action 2011-2015

En effet, la recherche de conditions économiques meilleures ont été les principaux motifs de changement de résidence de ces populations, après la dégradation des terres agricoles et la décimation du bétail qui ont rendu le cours de la vie extrêmement difficile à supporter en milieu rural. Cette sédentarisation progressive des populations notée dans le Guidimakha a accentué les problèmes liés aux enjeux majeurs auxquels le territoire de la wilaya, risque d'être confronté, comme par exemple, l'anarchie dans l'occupation de son espace ou encore le chômage urbain.

Les indicateurs⁸ ci-dessous montrent la répartition spatiale et l'occupation des populations en milieu rural et urbain du Guidimakha :

Le nombre de villages et villes : 377 localités⁹ recensées dont 5 inhabitées avec une population variant entre 1 et 500 habitants, 274 localités, représentant 73,65% des établissements humains de la région, sont de très faible taille. 67 localités, soit 18,01%, ont une densité humaine faible (entre 500 et 2500 habitants). Une trentaine de localités, soit 8,06% de l'ensemble, ont une population variant de 2.500 à 15.000, tandis qu'une seule localité enregistre plus de 15.000 habitants.

La densité : 8 hbts/ km² en 1977 ; 11hbts en 1988 ; 17hbts/ km² en 2000 et 24 hbts/km² en 2010.

L'exode rural : le Guidimakha qui est le plus réputé pour une migration internationale avec un taux de migrants évalué à 20%¹⁰ environ de la population totale de la région. Ce phénomène génère des flux monétaires considérables pour l'économie régionale. Les transferts monétaires transitant par les services postaux du Guidimakha étaient estimés en 1997 à plus de 320 millions d'ouguiyas¹¹ par mois.

- ⇒ Le taux de sédentarisation est de : 89,1% en 1977, 93,4% en 1988 et 98,1% en 2000.
- ⇒ L'évolution de la population urbanisée: 6,5% en 1977; 9,9% en 1988 et 13,9% en 2000
- ⇒ La population nomade : 10,9% en 1977 ; 6,6% en 1988 et 1,9% en 2000 ;
- ⇒ La population rurale : 93,5% en 1977 ; 90,1% en 1988 et 86,1% en 2000.

Au regard des ces informations issues des recensements généraux de la population et de l'habitat, on s'aperçoit que l'urbanisation s'est accélérée à la fin des années 1970. Cependant l'accélération de la sédentarisation et de l'urbanisation, s'est accompagnée de quelques changements et comportements tendant vers une relative uniformisation des certains styles de vie standard malgré les énormes disparités des revenus.

Ce phénomène s'est également traduit par un relâchement du tissu social. Ces changements ont entraîné aussi quelques mutations :

- ⇒ Des villes exposées aux inondations et aux eaux de ruissellement ;
- ⇒ Une sédentarisation non maîtrisée;
- ⇒ des conditions d'habitat caractérisées par des concessions familiales très dense;
- ⇒ une importante migration saisonnière hors des villes particulièrement la ville de Sélibaby ;
- ⇒ une précarité des conditions d'habitat pour le cas de Sélibaby certains quartiers périphériques qui ne sont desservis ni par le réseau d'eau potable ni par le réseau d'électricité;
- ⇒ des quartiers anciens présentant un état de dégradation avancé, engendré par l'abandon de certaines concessions, l'empiétement de constructions sur la voie publique et l'absence
- ⇒ d'infrastructures;
- ⇒ Un développement spatial non maîtrisé, favorisé par l'absence de tout outil de gestion et de réglementation de l'occupation des sols (plan d'urbanisme, plan de lotissement, etc.)

8 Source : Evolution de la population par sexe 1977, 1988, 2000 et projection jusqu'en 2030, pyramide des âges, Guidimakha 2023 (SRS ONS)

3 source: CSLP Guidimakha 2005-2008

10 Source : Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté de la Wilaya du Guidimakha (2011-2015)

11 Source : Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté de la Wilaya du Guidimakha (2005-2008)

Les ressources naturelles : L'ensemble des ressources et potentialités de la nature.

Le Guidimakha et la vallée du fleuve Sénégal étaient peuplés par une riche flore et faune de grande taille. Certaines de ces ressources (animales et végétales) étaient protégées par des lois à l'époque coloniale. Aujourd'hui, on note une disparition de certaines espèces (éléphants, ongulés, prédateurs), victime de la chasse intensive, de la compétition avec l'agriculture, de la disparition de leur habitat et des périodes de grande sécheresse.

Selon les dires des participants « A partir de 1970, la région va connaître des sécheresses successives entraînant une diminution sans précédent des récoltes, ajouté à la disparition d'espèces végétales et animales, du potentiel hydrique des oueds, des mares, des marigots, soldée par une pression accrue sur les ressources naturelles ». Ce témoignage de personnes ayant vécu toutes ces périodes confirment les indicateurs ci-dessous :

- ⇒ Evolution de la typologie des terres ;
- ⇒ Superficie des terres érodées ;
- ⇒ Evolution des réseaux hydrographiques ;
- ⇒ Evolution des modes d'exploitation des ressources naturelles (pêche, cueillette).

Caractérisée par des formations forestières très variées du type soudanais au type sahélien. Ces espèces traduisent une richesse floristique de la wilaya, devenu refuge d'un patrimoine menacé par l'exploitation abusive et incontrôlée par l'homme.

La région est en effet divisée en deux grandes zones écologiques dont les conditions abiotiques vont définir les vocations :

- ✓ plus au nord, la zone Saharo-sahélienne (61 % du territoire) formée en grande partie de sols de pierrailles et de sable qui permettent principalement le développement d'activités pastorales ;
- ✓ plus au sud, la zone Sahélienne (39 % du territoire) formée de sols latéritiques et limono-sablonneux davantage favorables aux aménagements agricoles. Cette bande se caractérise par une végétation arbustive et arborée dominée par des épineux (Acacias), en association avec d'autres espèces. Une partie du domaine inondable dispose encore de forêts galeries de type palmeraies de doum, rônier et gonakier.

L'ensemble de ces facteurs précédemment cités sont à mettre en corrélation avec les effets du changement climatique qui ont fortement impacté négativement sur la présence de nombreuses ressources environnementales sur le territoire du Guidimakha, quasi disparition des forêts, déplacement de nombreuses espèces animales au sud ou à l'est, dégradation du couvert végétal, etc.

Margé l'exploitation abusive de ces ressources au niveau des zones inondables le long du fleuve Sénégal, du Korokoro restent comme indicateurs d'indice de végétation (forêt, savane, steppe, prairie, désert, oasis). D'importantes galeries (*acacia nilotica*, *Bauhinia rufescens* et *reticulata*, *Borassus aethiopum*) avec une superficie de 2251ha (Melgué, Seydou, Bouly, Kaliniro et Ould Jiddou) où l'on pratique la cueillette de la gomme arabique¹².

La pluviométrie que connaît le Guidimakha lui permet de se placer en tant que réservoir agro-sylvo-pastoral important pour l'économie du pays.

La protection de l'environnement et la régénération du milieu naturel constituent un enjeu majeur de la politique de développement rural intégré au niveau de la Wilaya du Guidimakha.

¹² Source CMAP 2004 : Diagnostic du secteur rural dans la wilaya du Guidimakha Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté

L'existence et application des règles et procédures de gestion des ressources naturelles mettent l'indicateur du niveau de gestion de l'environnement : 26,7% couverture GLC l'échelle de la région sur (2886 km²), sur les 13 AGLC reconnues par le Ministère de l'Intérieur : 11 ont élaboré, fait validé et mis en œuvre leur Convention Locale et 2 autres attendent la reconnaissance des conventions qu'elles ont rédigées¹³.

Cette nouvelle forme d'organisation instaurée pour la première fois au Guidimakha s'affirme dans ses particularités régionales et répond aux attentes des usagers. Le transfert de la responsabilité pour gérer l'espace a contribué à l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation ainsi qu'à la formation de leaderships ruraux.

L'hygiène et le cadre de vie : Ensemble des règles et pratiques pour rester en bonne santé dans un milieu où l'individu évolue. Le phénomène de l'insalubrité n'est pas encore jugulé. L'encombrement des rues, des canaux, la présence des eaux usées est une réalité tenace. Les dépôts d'ordures souffrent de l'irrégularité de la collecte. Ce qui entraîne une prolifération d'insectes exposant ainsi les habitants à des problèmes latents de santé publique (choléra, parasitoses...).

L'évacuation des eaux usées, face à l'absence d'un réseau d'égouts et à la quasi-inexistence des puits, se fait généralement dans la nature ou dans la rue. La densification de la population autour des foyers d'activités a des répercussions sur le cadre de vie. La région rencontre de nombreux problèmes d'assainissement et de salubrité du fait des contraintes qui s'apprécient essentiellement à travers :

- l'insuffisance de la logistique des services techniques communaux particulièrement la commune de Sélibaby;
- les coûts élevés des projets d'assainissement ;
- absence du réseau d'évacuation des eaux usées ;
- la prolifération des dépôts sauvages ;
- l'absence de décharges contrôlées ;
- absence d'initiatives des petits opérateurs privés exerçant dans la gestion des ordures.

Synthèse :

Le Guidimakha est la région la plus arrosée du pays, ce qui lui fait d'un espace de ressources naturelles prisées et exploitées par les populations locales, voisines et transfrontalières.

Ces ressources avaient permis dans le temps, aux habitants de la région une autosuffisance en céréales locales complétées par des produits forestiers et de l'élevage.

La population du Guidimakha qui représente 7% de la population totale du pays devient de plus en plus sédentaire. Des sources de l'ONS (RGPH) indiquent que le taux de sédentarisation est passé de 93,4% en 1988 à 98,1% en 2000.

Ce phénomène est à l'origine de nombreux villages et l'explosion certaines agglomérations marquées par une absence de norme urbanistique.

Potentiel humain : qualification et compétence ; démographie ; rôle et place de la jeunesse ; valeurs culturelles ; état de santé ; migration

¹³ Sources : documents ProGN Guidimakha

2.2.2 Étude de la Composante potentiel humain

Définition de la composante elle s'apprécie au niveau qualitatif (évaluation des compétences et des comportements) et au niveau quantitatif (analyse de la pyramide des âges, gestion des effectifs).

Études des variables de la composante

Démographie et migration : La définition retenue ici, représente une synthèse de ce que les participants ont compris de la démographie et de la migration.

Démographie : La démographie est une science qui étudie et analyse l'évolution de la population à travers un ensemble d'instruments, dont par exemple la pyramide d'âge.

Migration : La migration est entendue dans le sens d'un déplacement d'individus d'un lieu à un autre à la recherche de meilleures conditions de vie.

Selon le témoignage des personnes ressources ayant participées à cet atelier confirme que « *Vers les années 1960, la population du Guidimakha était moins importante, environ 50 %¹⁴ du nombre actuel et comptait peu de migrants jusqu'en 1973* ».

Les recensements des années 1977,1988 et 2000 donnent respectivement les estimations suivantes : 83231, 116436 et 177707 habitants en 2000 avec une densité moyenne de 17 habitant au km², largement au dessus de la moyenne nationale (2,6 habitants/ km²).

En 2002, la population du Guidimakha représente 7% de la population totale du pays avec une parité hommes /femmes presque parfaite (50,2% de femmes). Elle est composée essentiellement de trois communautés : la communauté agricole Soninké, la communauté agropastorale Peule et la communauté pastorale Maure.

L'analyse des témoignages, des données¹⁵ de ces recensements et d'autres études montrent que les indicateurs de la variable étudiée (démographie) sont en croissance exponentielle pour le taux de natalité avec x ‰ en 1977, x ‰ en 1988 et 43,7‰ en 2000, du taux de croissance démographique avec 2,97 entre 1977-1988 et 3,24 entre 1988-2000, du taux de fécondité excepté l'année 2004: ici ce taux indique le nombre d'enfants par femme durant sa vie des années suivantes 1981(6,2%), 1990 (6,5%), 2000(6,6%) et 2004(5,1%) et de la densité : 8 hbts/ km² en 1977 ; 11hbts en 1988 ; 17hbts/ km² en 2000 et 24 hbts/km² en 2010.

Les pyramides des âges issues des données suivantes montrent que la région dispose d'une population très jeune: les tranches d'âges < à 15ans de la population des trois recensements (1977,1988 et 2000) donnent respectivement 48,97%, 44,34% et 48,52%.

Suite aux sécheresses successives des années 1970, on note des mouvements de sédentarisation et migration des populations dont la pratique l'élevage représentait la principale activité économique. Ces événements naturels ayant des effets négatifs sur la vie des populations ont été aussi à l'origine de la migration, qui est l'une des caractéristiques de cette population. Deux types de migration sont distingués au Guidimakha :

- La migration interne, celle qui se situe entre les villages et les pôles urbains pour une durée moins longue : c'est l'exode rural.
-

¹⁴ Données issues des témoignages des participants

¹⁵ Source : recensement 1977,1988 et 2000 Projections DSDS/ONS 2000-2020, publiées en 2008

L'indicateur de l'instabilité saisonnière¹⁶ : des populations dans leurs terroirs montre que les mouvements des transhumants débutent fin octobre et adopte une direction Nord-Sud. La direction des parcours est dictée par la recherche des fourrages et les possibilités d'abreuvement durant la saison sèche. Les éleveurs empruntent deux itinéraires : celui du Nord (Kiffa, Tagant) permet au bétail de faire un parcours vers le Sud tout le long du karakoro. Le deuxième ayant comme point de départ la région du Gorgol et l'Ouest du Tagant vers le Sud en direction du fleuve en traversant l'oued Niordel entre les villages Teychtaye et Arr.

L'indicateur ci-dessous renseigne sur les mouvements de sédentarisation des populations des années suivantes: 89,1% en 1977, 93,4% en 1988 et 98,1% en 2000.

- La migration externe : mouvement vers d'autres destinations hors les frontières nationales. L'indicateur de migration montre les principales destinations des migrants hors territoire national (72%) en européen, (20%) dans l'espace africain, (4%), dans le monde arabe et faiblement aux Amériques (2%) et en Asie (2%). Aujourd'hui, la migration est devenue une des caractéristiques essentielles de l'économie locale au Guidimakha en particulier en milieu Soninké. Les revenus de la migration se traduisent par une capacité d'investissement relativement importante : bétail, mosquée, maisons, barrages, prêts pour les coopératives, réhabilitation de certains équipements ou infrastructures.

Sur le volet santé, les taux de morbidité, de mortalité infantile malgré les efforts la région restent respectivement élevés : Près de 7% contre 12,3% au niveau national et 113 ‰ en 2007.

En fin, des progrès sont notés au niveau de l'éducation suivants ces indicateurs : taux de scolarisation: 76,8% en 2008 et taux d'alphabétisation: 27,3% pour les 15 ans et plus en 2008 contre 40,% en 2004.

Par rapport à la dynamique associative les populations sont conscientes de la détérioration progressive de leurs conditions de vie de la femme rurale. Elles restent structurées autour de la vie associative suivant deux types d'organisation : les coopératives au niveau villageois (1200 coopératives¹⁷ à vérifier) et les unions à l'échelle communale (donner le nombre). Ces organisations manquent d'appui de la part des intervenants dont la plupart s'est implanté à Sélibaby. L'insuffisance d'encadrement est à la base de la léthargie qui affecte presque la totalité de ces organisations. D'où alors la nécessité de trouver un système d'appui adapté.

Qualification et compétence : définie comme étant l'ensemble des capacités et de savoir-faire de la population de la zone en termes d'éducation, de santé, de technique agricole, d'élevage, d'artisanat etc.

Les qualifications en termes d'éducation, de santé, de technique agricole étaient limitées dans le temps. Contrairement à l'élevage, l'artisanat et l'agriculture traditionnelle dont les activités étaient très développées (fabrication des fusils, les outils agricoles, de cuisines...) fabriqués localement. Les populations exploitaient les ressources animales à travers ses produits dérivés (beurre, tissage des tentes à partir de la laine des animaux, la tannerie).

Ces produits servaient d'une part de base de développement d'une production artisanale et pour une utilisation locale d'autre part. Les témoignages recueillis confirment cette tendance à travers les indicateurs ci-dessous :

- Les surfaces mises en valeur : importance des exploitations;

¹⁶ CMAP : diagnostic rural, juin 2004

¹⁷ Sources : données délégation régionale du Guidimakha/ MDR

- Abondance du bétail;
- Existence des métiers artisanaux;
- Développement des techniques de conservation des produits agricoles.
-

Du point de vue éducation, les premières infrastructures scolaires datent de la période coloniale et ont été construites dans certains gros villages soninké de l'époque : Sélibaby, Bouilly. Ces infrastructures sont toujours opérationnelles jusqu'à nos jours. Après l'indépendance, la construction des infrastructures se poursuit et se généralise sur toute la wilaya. Des extensions ont été faites par les communes en partenariat avec les populations et avec le soutien des émigrés, des jumelages, coopération et certaines ONGs.

L'alphabétisation figure parmi les priorités de l'Etat, bien que les indicateurs du taux de scolarisation ou d'alphabétisation comparé à la situation qui prévaut dans d'autres régions montrent que la wilaya demeure l'un des plus faibles taux du pays avec 31,7% en 2000 contre presque 53% au niveau national. En 2008, le faible taux d'alphabétisation couplé en partie à un déficit en ressources humaines compétentes et de la déperdition des élèves à la recherche du travail est passé à 27,3% en 2008 pour les 15 ans et plus.

Les indicateurs ci-dessous sont issus des sources du DREN et du PRLP Guidimakha 2010.

- Nombre d'infrastructures éducatives :(264 écoles primaires, 6 collèges, 2 lycées, 264 mahadras, 197 centres d'alphabétisation, 2 centres de formations professionnels et 4 jardins d'enfants)
- Insuffisance des infrastructures scolaires : les salles de classes sont insuffisantes et sous-équipées (manque de tables, bancs, fournitures scolaires...);
- Pauvreté des parents qui ne peuvent pas faire face aux besoins de scolarité de leurs enfants (stylos, cahiers, livres...);
- Difficultés de poursuivre des études dans un collège souvent loin du village natal et surtout pour les filles.

La remarque générale est que l'école moderne au Guidimakha a des performances moyennes du fait du désintéressement et de la déperdition dû en partie aux facteurs cités ci-dessus.

L'indicateur Existence de la main-d'œuvre qualifiée (maçons, auxiliaires vétérinaires.....) est confirmé par la mise en place d'un CFPP créé depuis 1995 et les formations qui s'y déroulent actuellement portent sur :

- Froid ménage : 12 personnes ;
- Mécanique auto : 12 personnes ;
- Maçonnerie : 7 personnes ;
- Plomberie sanitaire : 14 personnes ;
- Electricité bâtiment : 14 personnes ;
- Menuiserie de bois : 10 personnes ;
- Soudure : 12 personnes.

Du point de vue artisanat : était marqué des groupes d'artisans traditionnels qui confectionnent ou fabriquent des objets et outils traditionnels qui généraient des revenus aux familles.

Bien qu'il soit porteur, cette l'activité demeure très faible et fait face à de multiples contraintes dont:

- le manque d'encadrement technique et l'utilisation d'un matériel rudimentaire réduisent la productivité des artisans et le faible niveau de la qualité des produits ;
- les difficultés de commercialisation et l'absence de circuits de commercialisation organisés freinent fortement l'accès aux marchés et aux débouchés commerciaux avantageux;

¹⁸ CMAP : PRLP juin 2010

- La sous qualification technique et le manque de compétences éprouvées ;
- Difficultés liées à l'approvisionnement en matières premières et intrants ;
- le vieillissement des générations d'artisans traditionnels qui gardent encore l'exclusivité des éléments du patrimoine culturel et historiques ;
- Le mode de transmission des métiers reste encore traditionnel, familial.

Pour les techniques agricoles et pastorales : la zone était caractérisée par l'existence de sources d'eau abondantes qui servaient aussi bien pour l'eau de consommation humaine que pour l'abreuvement des animaux. Les règles de gestion de l'eau étaient fonction de la détermination des parties des berges réservées à l'abreuvement du bétail. A partir des années 1980, les techniques d'aménagement des eaux de surface ont été introduites dans nos communes à travers la construction de seuils de retenus d'eau pour le développement d'activités agropastorales (sites d'abreuvement des animaux, le maraîchage,...etc) et la pérennité du couvert végétal.

Rôle et place de la jeunesse : Assurer l'avenir de la collectivité concernant la santé, l'éducation et la conscientisation de la communauté. La jeunesse représente une main-d'œuvre locale, elle permet de prendre en charge les travaux ménagers et les activités économiques. C'est également une ressource au sein de la famille. Elle représentait une main-d'œuvre locale et contribuait de manière non négligeable à l'économie des ménages. Cette catégorie sociale s'adonnait plus aux activités économiques (agriculture et élevage) que l'école moderne.

La jeunesse représente une part importante de la population (âge compris entre 18 et 25ans). Elle correspond à une frange d'âge à moins d'engagements pour s'adonner à des activités collectives humanitaires. Au-delà de 30 ans, le développement des facultés d'une personne s'arrête.

La pyramide des âges de la région se caractérise par une base large avec 48.5%¹⁹ de moins de 15 ans, ce qui signifie Guidimakha compte une population très jeune. Ces jeunes sont de plus en plus soumises aux difficultés croissantes des conditions de vie. Il faut cependant noter que l'exode, associé à la négligence de certains parents, expliquent certains comportements délictueux notés çà et là.

L'existence d'une vie associative des jeunes à travers des lieux de rencontre, d'échange et de mobilisation est un atout pour devenir de véritables structures-relais en matière de développement économique et social. Ce qui suppose l'allègement des contraintes qui pèsent sur cette jeunesse à savoir :

- ⇒ l'insuffisance des activités socio-économiques en direction des jeunes ;
- ⇒ l'insuffisance d'encadreurs qualifiés ;
- ⇒ le nombre réduit d'équipements collectifs spécifiques aux jeunes ;
- ⇒ les difficultés de financement des activités de jeunesse en milieu rural ;
- ⇒ la faiblesse de leur niveau de qualification professionnelle ;
- ⇒ le chômage et le sous-emploi ;
- ⇒ l'exode des jeunes filles à la recherche du travail domestique.

Rôle et la place de la femme : Faisant près de 51 % de la population régionale, les femmes n'arrivent pas encore à s'imposer véritablement comme force réelle du développement socio-économique régional.

Il y a 30 ans la femme était soumise, seul l'homme avait le pouvoir de décider de tout. Les femmes élues n'existaient pas et elle ne participait aux conseils municipaux. Au niveau organisationnel, la dynamique reste informelle et se caractérisait par des liens sociaux plus forts. Leur niveau

¹⁹ : CMAP, document d'actualisation du programme régional de lutte contre la pauvreté (PRLP) de la wilaya du Guidimakha, 2010

d'instruction était également très faible. Sa responsabilité était plus accès au niveau des tâches ménagères et éducatives au près des enfants aux foyers.

Le départ des hommes à l'émigration (les bras valides) a accru le niveau de responsabilité des femmes, devenues très actives dans l'économie locale, fondées sur le commerce, l'élevage, l'artisanat, le maraîchage et la culture du henné. En effet, la majorité des femmes supportent une charge énorme d'activités ménagères :

- Education des enfants ;
- Entretien et réfection des habitations ;
- Préparation de repas ;
- Lessivage ;
- Transport de l'eau et du bois de chauffe.

La femme représente ici la personne du sexe féminin dans sa phase active. Son rôle et sa place sont entendus dans le sens d'une contribution ou occupation des activités dans le foyer et à une échelle plus large dans la collectivité.

La femme représente un pilier important pour le développement de la société, et cela, individuellement ou collectivement.

En effet, les femmes, malgré les nombreuses corvées domestiques, s'investissent dans plusieurs activités (agriculture, élevage...) dans les structures appropriées (groupement féminins, coopératives...) et tout ressassement à des responsabilités dans la vie politique (Nombre de femmes conseillères municipales passé de 3 à 112)²⁰.

En termes d'accès aux infrastructures de base Le département est très faiblement équipée en infrastructures de base la plupart de celles-ci se trouve concentrée dans le département de Sélibaby.

En ce qui concerne l'accès à l'éducation de base, les communes du département de Ould Yengé ont les taux de scolarisation et d'analphabétisme les plus bas de toutes les Wilaya du pays. Les femmes demeurent la couche sociale la plus touchée par phénomène, car les écarts restent énormes entre les garçons et les filles au niveau de l'enseignement.

En termes de soins de santé de base, les besoins des femmes, notamment de protection maternelle trouvent rarement des réponses dans la quasi totalité des localités, en particulier, les hameaux et campements très épars dans l'espace et difficilement accessibles. Bon nombre de villages restent sans accès aux infrastructures de santé de base, ce qui engendre de fréquents, et coûteux déplacements vers les grandes villes pour les soins ou consultations.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer l'existence d'ONG et de projets qui viennent appuyer cette cible défavorisée par l'octroi de microcrédit, des formations... via les coopératives ou les groupements de femmes.

Valeurs culturelles : Nous avons une civilisation basée sur l'écriture et la lecture. Elle correspond à un ensemble de système de valeurs qui régissent la vie, le fonctionnement de la communauté. Ce sont des comportements et de vertus appréciables (l'islam, habitude, voisinage, travail, respect des personnes âgées, l'éducation, la justice, le sport, savoir). Au Guidimakha, la société se caractérisait par l'hospitalité, l'accueil de l'autre et le partage de biens (communautarisme).

Les valeurs culturelles restent les mêmes, mais elles étaient ancrées plus solidement dans le comportement quotidien des habitants de la région. La politique a été citée comme facteur ayant détériorée certaines valeurs qui étaient à la base de la cohésion sociale (perte de confiance).

²⁰ CMAP, PRLP 2010

Au niveau des infrastructures, on constate un manque déplorables des infrastructures de type culturelles et sportives

INDICATEURS :

L'appréciation de l'autre

La fierté de soi

Le respect des valeurs

Éducation des enfants

Respect des liens hiérarchiques sociaux (respect en vers les personnes âgées)

Courtoisie

État de santé : C'est la première ressource pour une communauté. L'état de santé humaine est entendu dans deux sens : (i) Comme un patrimoine disponible (infrastructures équipées et personnels compétents) et accessible ; (ii) Comme un esprit sain dans un corps sain : bonne santé physique et morale de la population.

Sur le plan sanitaire la couverture est passée de 30 % en 1990 dans un rayon de 10 km à 74 % dans un rayon de 5 km en 2007. Cependant, il faut noter une mortalité infantile et infanto-juvénile la plus élevée du pays par un manque de ressources humaines et des postes de santé fermés faute de personnel.

A l'époque, le terme « santé » n'existait pas dans le vocabulaire local, illustrant la quasi-inexistence des infrastructures et personnels soignants. Des maladies dangereuses (rougeole, vers de Guinée, tuberculose) revenaient très souvent dans la zone.

Certains effets ont pu être maîtrisés aujourd'hui grâce aux campagnes de vaccination et une augmentation des infrastructures sanitaires de ces dernières années. Ces infrastructures renseignent sur l'indicateur de l'existence des spécialistes (performance des enseignants, personnels soignants.....) :

Les infrastructures sanitaires suivantes :

- 1 Hôpital Régional de 60 lits ;
- 4 centres de santé (CS);
- 38 postes de santé (PS) ;
- 28 UFV ;
- 46 unités de santé de base (USB) ;

Quant aux ressources humaines du secteur sanitaire au Guidimakha, elles se composent de :

- 7 médecins dont 2 spécialistes, soit 1 médecin pour 46350 habitants ;
- 8 techniciens supérieurs de santé (TSS) ;
- 5 sages-femmes (SFE), soit 1 SFE pour 2.197 femmes gravides ;
- 34 infirmiers d'état (IDE) ;
- 54 IMS/AI, soit 1 infirmier pour 2634 habitants ;
- 46 AA/AN ;
- 7 Autres (FS, GS, Chauffeurs, etc....)

Les moyens logistiques comprennent :

- 5 Véhicules 4x4 dont 3 en très mauvais état et un autre en panne ;
- 2 Ambulances : dont l'une à Sélibaby et l'autre à Ould Yengé, en très mauvais état ;
- 13 RAC dont 8 en panne ;
- 34 chaînes de Froid.

Il est à noter que des insuffisances affectent de nos jours le secteur sanitaire. Il s'agit entre autres les contraintes sont :

- ⇒ Insuffisance des infrastructures sanitaires : la communication entre l'hôpital et les autres structures sanitaires connaît quelques difficultés par manque d'ambulances et de moyens de communication par la mauvaise qualité voire l'impraticabilité des axes de liaisons (pistes). L'enclavement de plusieurs localités rend quasi impossible l'évacuation des malades et occasionne des ruptures fréquentes de médicaments et de produits de première nécessité;
- ⇒ L'approvisionnement en médicaments : dans le cadre du système de recouvrement des coûts, les centres de santé, les postes de santé et les unités de santé de base s'approvisionnent en médicaments essentiels à partir du dépôt pharmaceutique régional. Des problèmes de ruptures se produisent parfois ;
- ⇒ Manque de personnel médical : la région ne compte que 6 médecins soit un ratio de 17086 habitants/médecin contre 10000; 4 sages femmes soit 38444 par nombre d'habitants contre 5000; 47 infirmiers médico-sociaux soit 3750 contre 2000²¹.

La mortalité maternelle et infantile restent figurent parmi les problèmes le plus prioritaires de santé au niveau du Guidimakha. Cette mortalité maternelle et infantile est estimée respectivement, pour toute la zone du fleuve, à environ 747 ‰ naissances vivantes et mortalité infant-juvénile 146 (avec plus de 75 % de mortalité infantile et 76 % de mortalité juvénile). Cette problématique est accentuée entre autres facteurs par :

- l'inaccessibilité des services chirurgicaux présents de manière non permanente au niveau de l'hôpital de Sélibaby, excentrique par rapport au reste de la wilaya ;
- la malnutrition et l'anémie dans une population particulièrement pauvre ;
- Les diarrhées ;
- Les infections respiratoires aiguës ;
- Le paludisme ;
- la malnutrition... etc.
-

Dynamique économique : acteurs économiques et entrepreneuriats ; institutions financières ; emplois et chômage ; ressources minières ; tourisme ; commerce, artisanat et industrie)

Synthèse en encadré

Mobilité et communication : pistes rurales de production ; autres voies de circulation ; moyens de transport ; circulation de l'information, média et télécommunication

Synthèse en encadré

Rétrospective : Economie du Guidimakha des années 1960 à nos jours

2.2. Rétrospective sur l'évolution des composantes clés pour le développement du Guidimakha

2.2.3. La composante dynamique économique :

L'économie d'un territoire peut être considérée comme le résultat de la valorisation de ces ressources humaines et naturelles, ainsi que des relations commerciales interne et externe au territoire qui en découle (monétarisées ou pas). L'économie du Guidimakha reposait et repose encore aujourd'hui sur un savoir faire ancestral séculaire basé sur l'exploitation des ressources naturelles, sur l'agriculture et l'élevage.

²¹ Norme OMS

Jusque dans les années 1970, on peut dire que les populations du Guidimakha étaient dans une situation de prospérité. L'économie de la société de la région et plus largement du pays était réglée sur le rythme saisonnier du climat (3 saisons : chaude, des pluies et froide). A cette époque, les ressources naturelles et les conditions météorologiques sur lesquelles repose l'approvisionnement de ces ressources étaient abondantes.

Le Guidimakha constituait historiquement et naturellement une zone propice à la pratique des activités agropastorales base de l'économie d'une grande majorité des habitants de la région²², ainsi que de nombreuses familles des régions voisines, venant disposer de l'opportunité de se procurer ces ressources pour pallier à leur non accessibilité en période dite de soudure (début avril à fin juillet), en particulier de part son important potentiel fourrager et de la densité de terres agricoles exploitables que se soit en culture sous pluie ou de décrue.

A la suite des indépendances de nombreux pays africain en 1960 dont la Mauritanie a bénéficié, l'économie du Guidimakha n'a pas ressenti de variation conjoncturelle notable. En effet, la structure de l'économie du territoire reposait en très grande majorité sur la pratique d'activités familiales traditionnelles agropastorales, ce changement politique n'a impacté en aucune manière le mode de vie des populations.

Les activités d'élevage étaient pratiquées majoritairement par les ethnies peulhs et maures de part leur mode de vie nomade. L'agriculture était pratiquée majoritairement par les soninkés de part en raison de leur implantation historique dans la région aux endroits les plus propices à l'exploitation des terres, le plus souvent en bord d'oueds important. Il existait également la pratique d'activités liées à l'artisanat traditionnel (cordonnier, poterie, BTP, ... etc.) pratiquées par les femmes pour des besoins ménagers et d'amélioration des revenus familiaux.

Le Guidimakha dispose d'un sous sol riche mais qui a cette époque et encore aujourd'hui n'est pas encore exploité, à l'exception de prélèvement occasionnel pour l'extraction de matériaux de construction (pierre, sable, terre argileuse, etc.) expliquant la présence de briqueterie dans de nombreuses localités de la région. Avant la décolonisation, quelques activités de tourisme était à signaler également mais restant à un niveau très marginal, ne dégageant que très peu de bénéfice pour les populations locales en raison de l'inexpérience et de l'inorganisation du secteur mais aussi du fait de l'esprit d'accueil des populations du Guidimakha qui pouvaient recevoir des personnes sans contreparties préétablies. Cette stratification des secteurs d'activités de l'économie permettait aux trois ethnies majoritaires de la région de cohabiter sur ce territoire dans une situation de plein emploi sur la base d'une économie de troc. En effet, l'économie monétarisée basée sur des échanges de biens et de services contre rémunération pécuniaire était très peu ancrée dans les pratiques des différentes communautés habitant le Guidimakha.

Ces échanges de richesses propres à chacun étaient codifiés selon un système de valeur attribué à chaque produit valorisable et échangeable proportionnellement à sa valeur saisonnière, étalonné le plus souvent sur la valeur marchande au moment T de l'année du moud²³ de sorgho. La richesse des populations était donc constituée des ressources naturelles produites au cours de l'année ou stockée, échangeables pour subvenir aux besoins de la famille.

A cette époque, le bien être des populations reposait sur l'accumulation de biens tirés des activités agropastorales essentiellement, complété par de l'artisanat dans une moindre mesure et non pas sur une accumulation pécuniaire. De part l'informalité de la structure commerciale des activités économiques au Guidimakha, l'obtention de données statistiques précises sur la situation des indicateurs de l'économie à cette époque (taux de croissance, production des différentes CSP,

²² Contribution à hauteur de 73,7% au produit local brut régional en 2002 et occupant 72,7% de la population active de la wilaya, selon l'étude permanente des conditions de vie de 2000.

²³ Un moud équivalent à 4 kilogrammes

chômage, balance commerciale, etc.) est difficile à fournir, cependant on considère que plus de 90% des actifs travaillés dans des activités agropastorales. La situation du marché du travail se trouvait en plein emploi, l'offre était supérieure à la demande.

L'existence des institutions financières étaient très limitées, localisée dans les grandes villes de la sous région (Dakar, Saint-Louis, Kayes, Bamako). Cependant deux systèmes informels de mobilisation de fonds existaient :

- par cotisation ou mobilisation de fonds et prêt à un individu ou groupe d'individus qui va rembourser avec intérêts.
- via une banque de céréales dans les villages qui se renouveler après chaque récolte.

C'est à partir des années 1970 que la structure de l'économie du Guidimakha a connu de profondes mutations en raison des années de sécheresse qu'a connu le territoire. En 1995, L. Le Barbé et T. Lebel se sont penchés sur le problème dans leur article : Rainfall climatology of the HAPEX-Sahel region during the years 1950-1990. Ils y ont analysé cette sécheresse suivant un modèle qui sépare les précipitations en deux paramètres : la fréquence des pluies d'une part et l'amplitude des événements pluvieux d'autre part. Il en ressort que la sécheresse est due à une baisse de fréquence des précipitations centrée sur les mois humides.

Ainsi la baisse relative des précipitations entre la période 1950-1967 et la période 1968-1989 a été en moyenne de plus de 40% pour le territoire du Guidimakha (à préciser). En conséquence directe, les ressources naturelles sur lesquelles reposaient les sources de revenus des populations diminuèrent fortement (forte diminution de la disponibilité des ressources fourragères entraînant un taux de mortalité très élevé au sein des troupeaux, ainsi qu'une forte diminution des rendements des terres valorisées pour l'agriculture) entraînant un exode rural massif, accompagné d'un changement comportemental lié à la recherche de diversification des sources de revenus. Cette forte diminution de la disponibilité en ressources naturelles sur laquelle reposait l'économie de la région a entraîné selon les ethnies différentes réactions modifiant en partie le mode de vie des habitants du Guidimakha :

- La structure économique de l'ethnie des peulhs reposait sur une vie de nomadisme ou les familles parcourait d'importante distance pour trouver de la nourriture pour leur bétails (élevage de bovins), tout comme celle des maures (élevage de ovins et caprins) qui échangeait les sous produits de leur élevage contre des denrées alimentaires (lait contre sorgho produit par les soninké le plus souvent) et de première nécessité (lait échangé au près des commerçants maures). Suite à ces événements climatiques, un grand nombre d'éleveurs ont perdu une quantité très importante de leur cheptel sur laquelle reposait leur revenu (épargne sur pattes) ce qui les conduit à se sédentariser pour recapitaliser leur bétail à travers la pratique d'autres activités, tel que le petit commerce, le secteur du bâtiment et travaux publics, conversion aux métiers agricoles ou encore entrer dans la fonction publique.
- Pour les agriculteurs, activité majoritairement pratiquée par l'ethnie des soninkés, l'impact occasionné par ces années de sécheresse fut également désastreuse occasionnant d'importante diminution de production agricole en particulier céréalière.

Ce changement structurel profond de la société du Guidimakha a été accompagné par un délaissement progressif mais rapide du système de troc pour céder sa place à un système d'échange monétaire. Ce besoin de diversification d'apport financier pour subvenir aux besoins primaires de la famille a entraîné une accélération des flux migratoire vers les pays d'Afrique de l'ouest et d'Europe majoritairement.

Synthèse en encadré

Partie 2 : Rétrospective de la composante Gouvernance

1. Politique et législation

Les compétences transférées aux premières collectivités locales pilotes (Boghé, kaedi, Rosso et Aoiun) étaient peu nombreuses. Les décisions étaient centralisées (pouvoir central), seul l'Etat détenait le monopôle autrement dit une législation étatique. Les communes en tant que collectivités locales décentralisées ne disposaient pas de compétences proprement dites. Suite à une déconcentration puis une décentralisation territoriale, l'Etat a procédé à un transfert progressif de certaines de ses compétences vers les communes. Cette politique se concrétise aujourd'hui au niveau local avec la création de communes rurales, l'émergence du multipartisme et un dynamisme de coopérations où les populations arrivent à gérer leurs propres affaires.

2. Gouvernance et politiques locales

Il ya 30 ans auparavant, la décentralisation en Mauritanie était moins avancée. Du coup, il n'existait pas d'administration de proximité auprès des citoyens parfois très éloignés de l'Etat central. Les premières communes avaient une vocation unique de tenir à jour les documents d'état civil (services de l'Etat). Cependant, les populations bénéficiaient des services rendus par l'administration centrale à travers ses différentes représentations. En parallèle, il existait un pouvoir traditionnel (chef de tribus, chef de village) qui géraient rigoureusement les terroirs villageois. Par exemple en 1960, au niveau de tout le Guidimakha, il n'existait que 2 agents forestiers qui assuraient la gestion locale en complicité avec l'administration centrale et le pouvoir traditionnel.

3. La sécurité

Dans le passé les populations de la zone du karakoro vivaient en toute sécurité. A cette époque la paix régnait dans toute la zone et tout malheur était partagé. Les populations de part et d'autre des frontières exploitaient les mêmes ressources naturelles (pâturage, agriculture...)

A partir des années d'indépendances, le concept de citoyenneté est né suite à la matérialisation des frontières. A partir des années 89, la zone se trouve confrontée à une multiplication de bandes organisées tout au long des frontières conduisant une perte de repère dans toutes les sociétés.

4. organisation de la société civile

La société civile était très peu organisée. C'est un système informel qui se caractérisait par des assemblées villageoises avec un fonctionnement régi selon les règles de chaque localité. Ces organisations regroupaient l'ensemble des membres du village pour des actions communautaires.

Depuis 1990, suite à une sédentarisation et à une volonté de l'Etat de promouvoir une société civile organisée, un certain nombre de compétences sont transférées. Les premières coopératives au Guidimakha sont celles de Bouilly et de Khabou avec l'appui du MDR. Aujourd'hui, on assiste à une multiplication des organisations de la société civile qui se traduit par une sorte de politisation des organisations.

5. Relations transfrontalières

La transhumance a été toujours une pratique courante des populations au niveau de la zone transfrontalière (Karakoro et zone du fleuve). Les populations de part et d'autres de la frontière exploitaient les ressources sans distinctions ou provenance des exploitants. Les dirigeants politiques et les populations locales étaient conscients et soucieux de cette cohésion sociale. L'année 1989 est citée comme un point de repère dans la rupture ou diminution des relations suite à des conflits obligeant les transhumants à se sédentariser. Cependant les liens parentaux, les échanges économiques et le partages des événements sociaux persistent.

6. Relations et coopérations internationales

Les relations et coopérations internationales sont à deux niveaux :

- (1) Un niveau sous régional (pays limitrophes) les relations demeurent inchangées, malgré les secousses politiques. Avant le contrôle des flux commerciaux était beaucoup moins rigoureux surtout pour l'exploitation des ressources (forestières, pâturages exploitation agricole) les populations avaient beaucoup plus d'accès aux ressources naturelles de part et d'autre des frontières ;
- (2) Au niveau international les relations de coopérations étaient moins développées qu'aujourd'hui. Les échanges et les relations internationales n'étaient pas assez importants à l'époque. Par exemple en 1962, seule la France avait signé une convention avec la Mauritanie donnant l'accès aux navires des deux pays le droit d'exploitation des ressources maritimes des côtes mauritaniennes ou Françaises ;

Vers les années 80, on assiste à une forme de relation de coopération de type communale. C'est le cas entre certains villages de la région du Guidimakha jumelés avec certaines communes du Nord notamment en France.

Actuellement ces type de relations se sont développées allant de l'échelle villageoise à une échelle communale.

Sécurité alimentaire : pouvoir d'achat, production agropastorale, écoulement des productions locales, maîtrise du foncier, maîtrise de l'eau, accès à l'eau potable → Synthèse en encadré

2.2. Rétrospective sur l'évolution des composantes clés pour le développement du Guidimakha

Sécurité alimentaire : pouvoir d'achat, production agropastorale, écoulement des productions locales, maîtrise du foncier, maîtrise de l'eau, accès à l'eau potable

- Le pouvoir d'achat

Auparavant, il y avait une bonne production agricole soutenue par une meilleure organisation dans la gestion des ressources naturelles. Les produits issus des récoltes étaient exclusivement destinés à l'autoconsommation parce que la société ne connaissait pas en ce moment la monétarisation, et tous les échanges se faisaient par le biais du troc. La monnaie a été réellement introduite dans les échanges à partir des années 1973.

L'alimentation reposait essentiellement sur les céréales et les produits de l'élevage. Pour se procurer du poisson ou de la viande, il suffisait de prendre son fusil ou son filet et descendre dans le Karakoro où le gibier et le poisson étaient abondants pour se ravitailler et l'accès y était très facile. Les habitants de la zone vivaient des produits locaux (les produits de la cueillette, de l'agriculture et de l'élevage).

Ainsi, la chasse et la pêche occupaient une place importante dans la satisfaction des besoins alimentaires. Par ailleurs, la taille des ménages n'était pas si importante et avec peu de produits issus des activités agropastorales chacun arrivait à subvenir au besoin de l'ensemble des membres de la famille. Ces périodes étaient marquées par la spécialisation des populations selon le type d'activité : certains optaient pour la pêche, d'autres s'adonnaient à l'élevage, l'agriculture, l'artisanat ou la chasse. On assistait également à l'existence de systèmes de solidarité par une entraide mutuelle qui faisait qu'on ne pouvait pas distinguer les nantis des démunis.

Dans les années 1970-1980, particulièrement en 1973, la sécheresse s'est abattue en Mauritanie et a décimé le cheptel et réduit considérablement les productions agropastorales. Pour subvenir aux besoins de la famille, les populations ont commencé à migrer vers les autres pays de la sous région ou vers l'Europe et l'Amérique, ce qui a entraîné l'introduction du système de monétarisation mais également le départ massif des jeunes cherchant par tous les moyens de changer leurs cadres de vie. Et ceci avait comme corollaires le changement des habitudes de mode de vie et l'augmentation des besoins.

A partir de cette période (vers les années 70), le riz importé s'est fortement incrusté dans les habitudes alimentaires. Les revenus des ménages étaient plus importants et permettaient l'accès à des biens de nouveaux biens de consommation dans la mesure où les habitudes alimentaires avaient changé (riz, lait, boissons sucrées importées, etc.).

- **Les productions agropastorales locales**

Dans les temps passés, il y avait une bonne production agricole soutenue par une bonne exploitation de la ressource eau avec moins de ruissellement que nos jours. Le pâturage et la végétation étaient abondants. Il y avait une meilleure organisation de la gestion des ressources entre l'agriculteur et l'éleveur notamment avec une bonne gouvernance du secteur agricole (par la mise en place de fourrière) et une surveillance des animaux.

Les spéculations cultivées étaient le mil, le riz pluvial, le maïs, l'arachide, le niébé, la pastèque, l'oseille, le gombo, la courge, l'indigo, le coton, le dattier et le henné. Certaines de ces espèces ont disparu notamment le riz pluvial, l'indigo et le coton. Dans les années 1985, il a été constaté l'apparition des activités de maraîchage qui ont pris de plus en plus d'ampleur notamment à travers l'existence d'une forte demande en produits maraîchers et d'une amélioration dans la maîtrise de l'eau de surface. Dans le même temps, les productions vivrières ont eu tendance à perdre de la vitesse : en 1970, il était possible de récolter plus de 70 «gathioungol» contre 20 pour le même champ dans les années 1990. Parmi les causes énumérées, il y a la mauvaise répartition pluviométrique notamment en fin de cycle, mais aussi la baisse de la fertilité des terres, ainsi que la présence de prédateurs que sont les oiseaux granivores et les animaux en divagation. Les tentatives de mécanisation de l'agriculture ont été l'œuvre de l'Etat via l'octroi de crédits en équipements agricoles, semences,...etc.

Au plan de l'élevage, le cheptel est composé de bovins, caprins, ovins, équins, camelins et de volaille. Les sous produits de l'élevage sont le lait, l'huile de beurre, la viande, les peaux sans parler de la vente sur pied.

Des années 1970 à nos jours, on peut constater un accroissement du cheptel. En effet, depuis 2000, la zone a été dotée de parcs de vaccination et d'auxiliaires vétérinaires. Les campagnes de vaccination sont effectuées afin d'éradiquer et de prévenir de nombreuses maladies.

- **L'écoulement des productions locales**

Durant les décennies passées, la vente de lait était très limitée. L'essentiel de la production était destiné à l'autoconsommation. Les céréales produites pouvaient servir dans la satisfaction d'autres besoins à travers le système de troc (le plus souvent contre le lait des éleveurs et/ou le sel des commerçants en provenance du nord). La commercialisation proprement dite de la production a commencé en 1968 avec la sécheresse qui a frappé les pays du Sahel. Elle ne concernait que les surplus de production et les revenus tirés de cette vente étaient destinés à l'investissement dans la constitution du bétail.

- **La maîtrise du foncier**

Les terres étaient gérées par le pouvoir local (chef de village, chef de tribus,...etc), qui attribuait à chaque nouveau venu un droit foncier. A cette époque, un certain nombre de règles de gestion était mis en œuvre au niveau de la zone :

- Une délimitation entre les zones de culture et les zones de pâturage ;
- L'existence de couloirs de passage et de berges pour l'abreuvement du bétail ;
- Une convention sur la détermination de la date d'autorisation des éleveurs à pouvoir faire entrer les animaux dans les champs pour brouter les résidus de récolte.

-

En 1984, il y a eu la nationalisation des terres (gestion par le préfet, le Wali, le ministère des finances et le conseil des ministres), le règlement des conflits était sous l'autorité de l'Etat. Avant cette réforme de l'Etat, aucun titre foncier n'a existé.

Ces règles traditionnelles de gestion du foncier n'existent théoriquement plus depuis 1990. Ce constat dénote une perte de pouvoir des chefs de village au profit de l'administration territoriale. Cependant de part la faiblesse des moyens techniques et financiers de cette administration, on constate de nombreuses irrégularités et un certain anarchisme dans l'occupation des sols des populations au Guidimakha : installation anarchique de nouveaux villages qui cultivent et pâturent partout causant parfois des conflits d'intérêt.

- **La maîtrise de l'eau**

En termes de potentialités, la zone était caractérisée par l'existence de sources d'eau abondantes qui servaient aussi bien pour l'agriculture que pour l'abreuvement des animaux. Les règles de gestion de l'eau étaient fonction de la détermination des parties des berges réservées à l'abreuvement du bétail.

A partir des années 1980, les techniques d'aménagement des eaux de surface ont été introduites dans nos communes à travers la construction de seuils de retenus d'eau pour le développement d'activités agropastorales (sites d'abreuvement des animaux, le maraîchage,...etc) et la pérennité du couvert végétal.

Il est à noter de nos jours une réduction de la capacité des mares et sources à contenir de l'eau pendant une certaine durée. Ainsi des mares qui autrefois étaient pérennes toute l'année, ne le sont plus que 8 mois de l'année, ceci depuis 1995, accompagné d'une dégradation de la végétation se trouvant aux alentours. Cette situation a favorisé la multiplicité des puisards et puits.

Concernant la pluviométrie, on constate :

- Une réduction de la période hivernale qui est passée de 04 à 02 mois ;
- Un changement de la répartition temporelle de la pluviométrie ce qui fait que l'on se retrouve avec des arrêts précoces de la pluviométrie dans une phase critique du développement végétatif.

- **L'accès à l'eau potable**

Durant les années 1960, les populations s'approvisionnaient principalement en eau de consommation à partir des mares, des oueds et marigots et du fleuve, etc. Il existait toutefois quelques puits creusés par les colons dans la zone (c'est le cas du puits de Gouraye, qui date de 1941).

Dans la zone du fleuve, l'eau potable n'est apparue qu'à partir de la mise en place du barrage de Manantali. Beaucoup de maladies hydriques (bilharzioses et vers de Guinée) apparaissaient fréquemment eu égard à l'utilisation permanente et exclusive des eaux du fleuve, mares, puisards et autres sources d'eau affectées.

Les années 1990 marquent l'apparition des forages. A cette époque il n'y avait pas de comités de gestion des ouvrages d'où la panne fréquente des ouvrages.

1. Partie 3 : Tendances lourdes pour chaque variable de chaque composante (l'analyse SWOT, force, faiblesse, opportunité et menace)

3.1. **Tendance lourde de la dynamique économique au Guidimakha (force, faiblesse, opportunité et menace)**

L'inexistence de données statistiques sur les indicateurs clés de la situation économique avant 1992 ne nous permet pas de dresser une situation quantitativement précise de l'évolution de la dynamique économique au Guidimakha. Cependant, depuis 1992, le gouvernement mauritanien, avec une assistance technique de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et de la Banque Mondiale réalise périodiquement l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages, reproduite en 1996, 2000, 2004 et 2008. Ces enquêtes périodiques constituent la principale source de données qui permettent d'apprécier le niveau de vie des populations d'une part et d'orienter les décideurs politiques et économiques pour un meilleur pilotage et suivi évaluation des stratégies de développement d'autre part.

D'après l'étude sur les sources de croissance régionale pour la wilaya du Guidimakha de 2004, La faible diversification de l'économie nationale et sa forte vulnérabilité aux chocs exogènes sont très prononcées pour l'économie de la Wilaya qui est fortement tributaire des activités primaires (73,7%) en 2002. Le secteur secondaire est, quant à lui très faiblement développé, contribuant uniquement à hauteur de 2,6% de la richesse produite. Le secteur tertiaire est le seul qui est connu une croissance positive entre 2000 et 2002, sa part dans la création de richesse pour la wilaya est estimée à 23,7%.

Tableau comparatif de la part sectoriel du PNB et des PLB de 3 wilayas de Mauritanie :

Tableau : structure comparative du PLB en 2002.

En %	National	Assaba	Guidimakha	Hodh El Gharbi
Secteur primaire	20,8	63,2	73,7	77,5
Secteur Secondaire	29,4	6,1	2,6	4,9
Secteur Tertiaire	49,8	30,7	23,7	17,6

Source : étude sur les sources de croissance régionale pour la wilaya du Guidimakha de 2004/CMAP

Tableau : Comparaison des contributions des secteurs à la croissance des PLB régionaux en 2002 en %.

En %	National	Assaba	Guidimakha	Hodh El Gharbi
Secteur primaire	-0,3	2,75	-0,31	1,1
Secteur Secondaire	-0,01	- 0,67	- 0,41	0,04
Secteur Tertiaire	3,4	1,14	0,86	0,3
Mémoire : taux de croissance nominal	7,1	10,04	3,03	4,59
Taux de croissance réel	3,3	3,23	0,15	2,49

Source : étude sur les sources de croissance régionale pour la wilaya du Guidimakha de 2004

Evolution des différentes branches du secteur primaire :

Le secteur primaire (agriculture, élevage, sylviculture et exploitation forestière, et pêche continentale) occupe une place prépondérante dans l'économie de la wilaya puisqu'il emploie 72,7%²⁴ de la population active.

L'agriculture compte pour environ 15% de la création de richesse du secteur primaire, avec un poids moyen de 9,7% du PLB. Elle se pratique de trois manières : la culture pluviale ou de diéri pratiquée de juillet à octobre, la culture de décrue ou de walo d'octobre à avril et la culture irriguée.

La **culture de diéri ou pluviale** est destinée essentiellement à l'autoconsommation des ménages mais ne permet pas de répondre aux besoins céréaliers annuels de la wilaya. Cependant, cette production constitue pour les populations rurales une réserve alimentaire indispensable en période de culture de décrue.

Elle occupe tous les villages et reste dominante au niveau de la région. Le potentiel de superficie exploitable s'étend sur un total de 55 000 hectares dont la mise en valeur reste étroitement tributaire du niveau des précipitations. La superficie moyenne annuelle exploitée est d'environ 19 000 hectares, témoignant d'un réel potentiel encore sous exploité.

Tableau : production en T, superficie en Ha et rendement en T/ha de la culture de décrue.

Année	Production				Superficie cultivée				Rendement		
	Sorgho	Mil	Maïs	total	Sorgho	Mil	Maïs	Total	Sorgho	Mil	Maïs
01/02	14118	212	939	15279	4003	36	381	4420	0,28	0,17	0,41
02/03	8611	153	2208	10982	2898	42	707	3647	0,34	0,27	0,32
04/05	18800	399	2364	21563	5584	81	768	6433	0,29	0,203	-
05/06	22042	-	797	22839	24907	-	638	25545	1,13	-	0,8
06/07	14289	2232	339	16860	14432	893	271	15596	1,01	0,4	0,8
07/08	19473	-	493	19966	2927	-	-		0,54	-	-
08/09	17244	-	-	-	18968	-	-	18968	0,9	-	-

Source : Plan régional de lutte contre la pauvreté 2011-2015

La **culture de décrue** est principalement pratiquée par les populations du sud de la wilaya, en raison de la fertilité des sols. Elle permet de cultiver une plus grande variété de spéculations (sorgho, maïs, niébé, melon, pastèque, courgette, ...).

La superficie moyenne par exploitant varie entre 1,5 et 2 hectares, ce qui en bonne période peut garantir à une famille moyenne de 7 personnes, dans la zone, six à douze mois de nourriture. Cette production est généralement autoconsommée, ce qui limite la commercialisation des excédents de sorgho.

Selon la délégation régionale du MDR. La superficie annuelle mise en valeur a fluctué entre un minima de 1033 ha en 2004-2005 et un maxima de 11720 ha en 2005-2006 pour des productions de 413 T et 9189 T, soit un rendement de 0,4 T/ha et 0,8 T/ha.

Superficies cultivées en ha, production en T et rendement en T/ha au Guidimakha dans la typologie Bas-fonds/barrages durant les 5 dernières années.

²⁴ EPCV de 2000

Année	Superficie				Production				Rendement		
	Sorgho	Maïs	Blé	Total	Sorgho	Maïs	Blé	Total	Sorgho	Maïs	Blé
04/05	-	1033	-	1033	-	413	-	413	0,4	0,4	-
05/06	932	10788	-	11720	596	8630	-	9189	0,6	0,8	-
06/07	3914	391	-	4305	2348	313	-	2661	0,6	0,8	-
07/08	2927	1836	-	4763	-	1836	-	-	-	0,59	-
08/09	-	2870	-	-	-	690	-	690	-	0,24	-

Source : Plan régional de lutte contre la pauvreté 2011-2015

La pratique de la **culture irriguée** au Guidimakha connaît une stagnation. Elle est pratiquée par quelques villages du sud de la région, par des coopératives agricoles. L'enclavement prononcé de la région, son éloignement par rapport au reste du pays, le manque de succès de la culture irriguée dans les villages installés le long du fleuve ont entraîné un désintéressement des opérateurs privés pour la zone.

La superficie des cultures irriguées est d'environ 860 ha, soit près de la totalité du potentiel total cultivable existant. Actuellement en zone irriguée, la superficie moyenne annuelle mise en valeur a varié au cours des dernières années entre 146 ha en 2004-05 et 230 ha en 2008-09, soit environ de 17 % à 27 % du potentiel total. La production moyenne a été, pour les mêmes campagnes d'environ 398 et 630 Tonnes (de riz), soit des rendements respectifs de 2,93 T/Ha et 2,7T/Ha.

Superficies cultivées en irrigué (ha), production en T et rendement en T/ha au Guidimakha par typologie de culture durant les 5 dernières années.

années	Superficie				Production				Rendement		
	sorgho	maïs	riz	total	sorgho	maïs	riz	Total	Sorgho	Maïs	Riz
04/05	-	10	136	146	-	-	398	398	-	-	2,93
05/06	20	15	161	196	40	30	805	875	2	2	5
06/07	-	-	-	-	-	-	646	646	-	-	3,67
07/08	-	-	176	176	-	-	176	176	-	-	4
08/09	-	-	230	230	-	-	630	630	-	-	0,28

Source : Plan régional de lutte contre la pauvreté 2011-2015

L'**activité pastorale** (ovin, caprin, bovin, camelin et volaille traditionnelle) est pour les populations du Guidimakha la source principale de création de richesse, avec une contribution moyenne de 63,7% du PLB. L'élevage est de type extensif hormis l'élevage de case rattachés aux exploitations et habitations. Les deux modes d'élevage correspondent aux systèmes de production qui se sont mis en place ces dernières années :

- Disparition progressive du nomadisme et modification des axes de transhumance.
- Tendance à la sédentarisation et à l'intensification
- Spécialisation économique de certains troupeaux correspondant à une exploitation commerciale intense (lait et/ ou viande). Il s'agit d'une activité extensive, encore en grande partie pratiquée par des nomades en voie de sédentarisation.

Selon les chiffres de la Direction de l'Elevage (DE/MDR), l'évolution de l'effectif du cheptel du Guidimakha de 2000 à 2009 se présente comme suit :

Têtes	2 000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Bovins	110800	112351	113924	115519	117136	118776	120439	122125	123835	125569
Camelins	58500	58910	59322	59737	60155	60576	61000	61427	61857	62290
Caprins/ovins	518956	544904	572149	600756	630794	662334	695451	730223	766734	805071

Source : PRLP 2011 - 2014

On constate une croissance constante dans l'effectif du cheptel présent au Guidimakha, témoignant d'un investissement croissant envers cette forme d'épargne.

La production annuelle de viande est estimée à 9500 tonnes ce qui équivaut à 8 % de la production nationale.

La production annuelle de lait est estimée à 25000 tonnes. On constate une amélioration de la productivité de ce sous secteur de l'élevage (lait et peau) de part une amélioration des prix aux producteurs de lait. Cependant, il faut constater qu'il y a une très grande disparité entre les saisons (très grande production en hivernage de juillet à novembre et très faible production de novembre à juillet) et que la production du cheptel transhumant ne constitue guère une disponibilité pour la Wilaya.

La consommation de viande rouge pour laquelle la wilaya reste autosuffisante constitue un indicateur de l'importance économique du cheptel dans la wilaya.

Ce même cheptel contribue par les exportations régulières d'animaux sur pied tout au long de l'année à l'alimentation des marchés de Nouakchott, du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire. Compte tenu de son important potentiel fourrager riche et varié (*Panicum sp*, *Cenchrus sp*, et autres espèces), le Guidimakha constitue une importante zone de refuge et de repli pour de nombreux troupeaux provenant notamment des wilayas limitrophes (Assaba et Gorgol).

L'estimation globale des ressources fourragères semble indiquer qu'elles sont à peu près suffisantes pour nourrir le troupeau sédentaire et transhumant, avec l'estimation actuelle du nombre d'animaux. Il existe cependant une grande disparité entre le sud et le nord de la région en raison de la disponibilité de ressource en eau, occasionnant une surexploitation des zones du sud, facteur aggravant de la détérioration de l'environnement.

Les autres activités du secteur primaire, sylviculture et exploitation forestière et pêche continentale, ont contribué très faiblement au PLB du Guidimakha. La branche sylviculture et l'exploitation forestière ne représente qu'en moyenne que 0,3% du PLB. Cette activité subit les effets de la pression anthropique liée à l'accroissement démographique de la wilaya et le phénomène de transhumance venant dégrader l'environnement, ceci malgré un recours au bois pour la cuisson entre 44 et 77% des ménages de la wilaya.

L'activité de la pêche fluviale et continentale contribue uniquement à hauteur de 0,1% du PLB, eu égard à la sécheresse et l'irrégularité des niveaux pluviométriques accentués par la mise en place du barrage de Manantali, malgré des besoins des ménages sans cesse croissants.

Evolution du secteur secondaire :

La contribution du **secteur secondaire** dans la formation du PLB reste insignifiante avec un poids moyen de 2,6%.

Les industries manufacturières se limitent essentiellement à la production de la SOMELEC. En termes réels la progression de cette branche à été négative (-9,1%). La très faible contribution de ce secteur au PLB (0,2%) s'explique par le fait que les besoins en énergie des ménages sont couverts essentiellement par les ressources énergétiques locales (bois de feu et charbon de bois). En effet, l'EPCV réalisée en 2000 indique que cette source d'énergie contribue à hauteur de 71% aux besoins des ménages contre seulement 0,8% pour l'électricité. Les données sur la consommation moyenne tension dans la Wilaya traduisent la faiblesse des activités industrielles dans cette Wilaya. L'avènement de l'électricité²⁵ semble toutefois avoir entraîné la création de plusieurs petites unités informelles principalement dans les domaines de la bureautique informatique, centres vidéo, secrétariats publics, montage et entretien TV et de fabrication des antennes.

L'artisanat est le principal contributeur à la formation du PLB au Guidimakha à hauteur de 1,9%. Les activités de l'artisanat sont essentiellement l'effet de femmes organisées en coopératives et proviennent de la fabrication de nattes, de la teinture, de la broderie, du tannage de peaux, de la couture, de la poterie, de la vannerie, des activités de crochet et tricot et de la confection de tentes et d'objets d'art.

La branche bâtiments et travaux publics atteint un niveau moyen de 0,8% dans le PLB de la wilaya et reste très fortement lié aux investissements publics dans le secteur.

Evolution du secteur tertiaire :

Les **activités tertiaires** sont, comme dans les autres wilayas du pays, essentiellement informelles. Elles sont composées du commerce de détail (épicerie, boutique de marchandises générales, étalages) des métiers de la mécanique (mécanicien, électricité, tôleurs), de l'artisanat (cordonnerie, forgerons, teinture), de l'alimentaire et des services (Restaurant, coiffeur, électricien, plombier, maçonnerie, radio électroménagers, puisatiers, standardistes, exploitants de moulins blanchisserie, cabine téléphonique, cabinet médicale). La contribution du secteur tertiaire dans le PLB du Guidimakha est en moyenne de 23,7%.

Cette contribution provient respectivement des activités non marchandes des administrations (en moyenne de 10,4%), des services (6,1%), du transport, des communications (4,4%) et du commerce (2,9%). Les activités touristiques dans la région sont presque inexistantes en raison de l'enclavement de la région et de l'absence des infrastructures d'accueil et cela malgré la position géographique de la Wilaya frontalière avec le Sénégal et le Mali, la richesse de sa faune et l'exubérance de sa végétation tout comme le folklore et la culture spécifique de ses habitants. La tendance est à la croissance du poids de ce secteur dans la formation du PLB, ceci en particulier en raison de l'augmentation des services bancaires et d'assurances.

Pour ce qui est de la **balance commerciale de la wilaya** avec le reste du pays et les villes des pays limitrophes (mali et Sénégal), il est très difficile de pouvoir l'estimer, ceci en raison de l'absence d'un système statistique d'enregistrement et de suivi des flux du niveau régional.

²⁵ Enquête PROCAPEC/ 2002 et entretiens sur place.

Les coefficients d'ouverture de la wilaya (exportation+importation/ PLB) sont faibles du fait que c'est une économie enclavée, autarcique et fortement dépendante de l'extérieur pour l'essentiel de la satisfaction des besoins de la population y compris l'alimentation²⁶ et les échanges portent sur un volume limité de produits traditionnels et manufacturiers.

Cette situation tient à la faiblesse des infrastructures de transport, à la faible organisation des marchés (la Wilaya n'est pas dotée d'un marché de gros ni de marchés périodiques) et à l'absence de circuit formel de commercialisation. Cependant, la wilaya dispose d'une forte présence de ses ressortissants hors des frontières du Guidimakha et notamment la plus importante diaspora du pays en Europe (environ 56900 personnes²⁷), ceci occasionnant annuellement d'important flux financier vers le Guidimakha et contribuant par la même à son développement.

L'**investissement public national** sur le territoire de la wilaya du Guidimakha ne représente en moyenne que 2,5% de l'investissement total, ce qui est trop faible et ne constitue pas un moteur pour l'activité locale. Pourtant au niveau local, le taux d'investissement public, relativement important (15,6%) par rapport à celui enregistré au niveau national (11,6%), bien que le plus faible comparé aux autres régions étudiées, montre que la région du Guidimakha est fortement tributaire des investissements publics et que l'investissement privé y est encore faible.

Le dispositif des **institutions financières** dans la Wilaya du Guidimakha se compose en plus du système financier classique (banque et les CPP) d'institutions de micro-finance et des réseaux de solidarité (tontines). Les principales caractéristiques de ce dispositif de crédit peuvent être résumées comme suit :

La Wilaya souffre fortement de la non disponibilité au niveau local de sources de financement pour les activités commerciales de petites et moyennes entreprises dont le rôle est pourtant considéré fondamental pour la croissance régionale. Le système classique bancaire se limite à des avances de caisses tandis que les autres formes de financements disponibles n'offrent que des possibilités très modestes ;

Le réseau bancaire, se caractérisant par l'absence de tout lien entre l'épargne et le crédit, est présent seulement dans la capitale régionale à travers une seule banque (la BNM) et bénéficie seulement à une clientèle limitée de commerçants et accessoirement de fonctionnaires. Les fonctionnaires sur la base de la domiciliation de leurs salaires peuvent bénéficier de simples avances sur salaire de 3 à 5 mois payables sur 12 mois. Les conditions d'accès aux crédits (taux d'intérêt moyen de 26%) ne favorisent pas l'accès au financement par les opérateurs locaux dont la majorité se trouve ainsi éliminé en raison du loyer de l'argent, de l'absence des garanties et des réticences d'une partie des commerçants en raison de considérations religieuses.

Les associations de micro-crédit proposent une offre de crédit mieux adaptée en raison de son accessibilité aux personnes à bas revenus. La faiblesse des montants distribués par ce réseau ne permet pas en revanche de répondre aux besoins de financement des opérateurs locaux.

²⁶ Sur les marchés, tout ou presque vient du reste du monde, hors Afrique : sucre du Brésil, huile de Malaisie, biscuits d'Arabie, conserves alimentaires d'Europe, etc.

²⁷ Etude 2009 du GRDR sur la migration au Guidimakha

Les données sur le **taux de chômage** permettent de conclure que la wilaya du Guidimagha est la moins frappée (20,3%) comparée tant au niveau national (28,9%) qu'au niveau des autres régions étudiées. Cette situation pourrait s'expliquer par une forte contribution de l'emploi agricole qui en général masque une situation de sous-emploi importante.

Tableau de l'évolution du taux de chômage au Guidimakha :

	1988			2000			2008
	H	F	T	H	F	T	T
Guidimakha	8,1	5,2	6,6	18,5	22,2	20,3	23,1
National	15,3	9,1	12,1	25,7	33,9	28,9	34,8

En 2000, la situation globale de l'emploi est légèrement meilleure que celle observée pour l'ensemble du pays. Ainsi, 20,3% des actifs de la wilaya sont au chômage contre 28,9% des actifs de l'ensemble du pays. (Source : CMAP : Profil quantitatif Guidimagha / l'EPCV 2000 enquête permanente sur les conditions de vie des ménages). Le taux de chômage au Guidimakha est estimé en 2008 à 23,1%, moins élevé que la moyenne nationale, mais témoigne d'une hausse du nombre de personne sans activité de 2,8 point entre 2000 et 2008.

Cette hausse du taux de chômage s'explique de différentes manières :

- Inadéquation entre offre et demande formation,
- Faible dynamisme et non diversification de l'entrepreneuriat privé,
- Accès au financement long et coûteux,
- Inorganisation de l'entrepreneuriat privé ou collectif en GIE par exemple,
- Un secteur informel qui prend de plus en plus de poids dans l'économie régional.
-

La tendance démontre d'une distorsion croissante sur le marché du travail résultante d'une inadéquation entre offre de formation et demande en personnel qualifié mais également d'un marché du travail très restreint.

En ce basant sur l'indicateur de pauvreté²⁸, en 2008, la wilaya du Guidimakha compte 56,7% de pauvres, ce taux étant sensiblement plus élevé que l'incidence de la pauvreté au niveau national évalué à 42%. En termes de ménages, l'EPCV 2008 montre que 43,7% des ménages de la wilaya vivent en dessous du seuil pauvreté.

Comparé à la situation en 2004 où 62,7% des individus vivaient sous le seuil de pauvreté, on constate une nette amélioration de 19 points, soit 30% de réduction de l'incidence de la pauvreté. Malgré cette réduction en termes relatifs, le nombre de pauvres a plutôt augmenté passant de 126.000 en 2004 à 140.000 personnes en 2010. Au sein de la wilaya, la moughataa de Sélibaby affiche un taux de pauvreté de 57,3%, plus élevé que celui de la moughataa de Ould Yengé (54,3%). Cependant si l'on compare ces chiffres avec la situation de 2000, on constate une amélioration somme toute relative de la situation régionale. La région du Guidimakha connaissait une incidence de la pauvreté la plus élevée du pays avec un indice de 78,9%, soit un niveau largement supérieur (+33 points) du niveau atteint au

²⁸ Cf. Annexe ? : Indicateur de pauvreté

http://fr.wikipedia.org/wiki/Indicateur_de_pauvret%C3%A9

niveau national (46,3%). Alors qu'au niveau national l'incidence de la pauvreté a été réduite de presque 10 points entre 1990 et 2000, l'incidence de la pauvreté s'est dégradée au Guidimakha par rapport à 1996 où elle était de 64,6%.

2.1 La composante : Gouvernance

Variables	Hypothèse A	Hypothèse B	Hypothèse C
1 : Politiques et législations nationales	Un accroissement du pouvoir des citoyens (auto administration) donc la proximité entre administration et administrés;	La rupture ou le retour en arrière à travers une loi entraînant une régression des acquis de la décentralisation.	Une amélioration de la législation nationale à travers le perfectionnement des stratégies et des programmes politiques.
2 : Gouvernance et politique locales	Etant donné une volonté politique soutenue par la décentralisation, le dispositif institutionnel des communes va être une réalité.	Un retour de l'essentiel du pouvoir dans les départements ministériels de l'Etat au détriment des collectivités locales	Une gouvernance locale, qui continuera à augmenter avec des mesures d'accompagnements (Changement des comportements, renforcement des capacités augmentation des ressources financières).
3 : Sécurité	L'absence de règles efficaces pour protéger l'homme et ses biens contre toute menace conduit à une insécurité alimentaire, physique donc une catastrophe naturelle;	Sans la prise de conscience collective l'insécurité va s'accroître et aucune possibilité de rompre avec cette logique;	Les populations s'organisent et mettent en place des règles et les moyens efficaces pour assurer la sécurité des biens et des personnes avec le concours de l'Etat.
4 : Organisation de la société civile	Les législateurs se mobiliseront pour apporter des mesures correctives pour recadrer et renforcer l'action de la dynamique associative ;	L'influence politique sur les structures locales de développement peut engendrer le clientélisme au sein des organisations de la société civile et amplifier les effets négatifs ;	Les organisations dites cartables se concentrent plus dans les pôles urbains : d'ici 10 ans la dynamique sera en milieu rural.
5 : Relations transfrontalières	Malgré des crises notées de part et d'autre des frontières, il n'y aura jamais de rupture dans les relations de bon voisinage ;	les conflits frontaliers peuvent être à l'origine d'une dégradation de la cohabitation des communautés résidentes le long des frontières (détérioration des relations de bon voisinage) ;	Le renforcement des mesures de sécurité et la maîtrise des échanges le long des frontières favorisent une bonne coopération transfrontalière.

6 : Relations et coopérations internationales	Le nombre de coopérations vont se multiplier, mais dans un contexte difficile (cherté de la vie terrorisme,... ect);	Un important développement économique à travers une coopération internationale avec de mesures et d'instruments efficaces pour mieux contrôler ces relations ;	Une augmentation des relations en termes d'échanges et de mutualisation des actions à travers une coopération transfrontalière du bassin du karakoro.
--	--	--	---

Partie 3 : Le Guidimakha d'aujourd'hui : constats et enjeux (tendances lourdes)

3.1. Tendances lourdes pour chaque variable de chaque composante (force, faiblesse, opportunité et menace)

Composante « Sécurité alimentaire »

Variables	Tendances lourdes			
	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Pouvoir d'achat	-Diversification des AGR extra-agricoles	-Baisse du pouvoir d'achat d'une société de plus en plus consumériste -La satisfaction des besoins est de plus en plus basée sur des produits d'importations au détriment des produits locaux	-Revenus importants provenant de la migration	-Changements des habitudes alimentaires (axés sur les produits importés), vestimentaires et d'habitats. -Politiques migratoires européennes de plus en plus contraignantes -Augmentation démographique et une monnaie le plus souvent dépréciée par rapport à la monnaie des zones limitrophes.
Productions agropastorales	-Tendance de croissance de la production accompagnée d'une augmentation des productions maraîchères (légumineuse et rizicole) -Augmentation du cheptel orienté vers la	-Diminution des terres cultivables du fait du ravinement et de perte de fertilité des sols, la croissance démographique -Régression de l'agriculture pluviale -Régression de la	-Reprise de la pluviométrie depuis les années 2000	-Les populations sont devenues des poly-acteurs, s'adonnent moins aux activités agropastorales et orientent leur activité commerciale en

	commercialisation du bétail sur pied	production laitière -Les sous produits d'élevage ne sont pas valorisés		faveur de la vente de bétail. -Risques climatiques -L'érosion des sols et la baisse de fertilité
Ecoulement des productions locales	-Commercialisation des produits maraîchers et du surplus des céréales, du bétail et de ces produits dérivés pour subvenir aux besoins de la famille (santé, nourriture)	-Faibles prix aux producteurs où les profits les plus importants reviennent aux intermédiaires.	-Exportation de bêtes sur pieds vers le Sénégal	-Concurrence des denrées importées
Maitrise de l'eau	-Aménagement des eaux de surface (seuil et diguettes) dans certaines zones, notamment dans la commune de Baédiem	-L'ensablement progressif des points d'eau de surface ayant pour conséquence une baisse des ressources hydriques (mares, oueds, puisards,...etc) destinés à l'abreuvement du bétail. -Démarrage timide de la mise en place d'ouvrages (Digues, Diguettes etc) pouvant servir aux activités agropastorales.		
Maitrise du foncier	-Existence d'un potentiel foncier	-Controverse dans la gestion foncière : lois étatiques et gestion traditionnelle locale ; -Réduction des zones de culture et de pâture ; -Conflit entre éleveurs et agriculteurs (absence de plan		-Augmentation progressive du cheptel (surpâturage) et démographie galopante (pression foncière); - Sédentarisation anarchique

		d'occupation des sols)		
Accès à l'eau potable	-Amélioration de l'accès à l'eau potable principalement au niveau des chefs lieux communaux	-Au niveau de la plupart des villages les besoins en eau ne sont pas totalement satisfaits -Beaucoup d'ouvrages hydrauliques non fonctionnels ; -Des localités entières sont sans ouvrage hydraulique -Puits non couverts et utilisation des puisards et mares pour satisfaire des besoins en eau de consommation	- découverte d'une nappe d'eau (environ 25000m3 aux abords du village de Salkha et 50000m3 à kalinioro) qui pourrait alimenter toutes les localités bordant le karakoro.	-Baisse du niveau de la nappe phréatique dans la plupart des zones de la région

3.2. Tendance lourde générale pour le développement du Guidimakha

Partie 4 : Enjeux et perspectives (hypothèses et scénarios)

4.1 Hypothèse d'évolution de chaque variable de chaque composante

4.1. Hypothèse d'évolution de chaque variable de chaque composante

1 : acteurs économiques et entrepreneurs

Hypothèse A : L'interdépendance entre agriculteurs et éleveurs dans une parfaite entente.

Cette hypothèse suppose soit la mise en place d'une politique d'aménagement du territoire basé sur un calendrier d'occupation des sols strict et de mesures de rétorsion dissuasives ou soit la recherche d'un consensus entre les deux parties autour de la délimitation de zones propres à chacune des deux activités afin que ni l'une ou l'autre n'entrave le bon déroulement du travail de chacun. Cette recherche de consensus ou de planification de l'occupation des sols repose sur la mise en place de couloirs de transhumance connu et respecté de tous, ainsi que des moyens matériels et humains pour y parvenir.

Hypothèse B : Mise en place, par le gouvernement, d'une politique d'appui à l'entrepreneuriat en milieu rural à travers un accès facilité aux services techniques et financiers.

Hypothèse C : La dégradation de l'environnement peut avoir des effets néfastes sur le développement économique.

Variable 2 : institutions financières

Hypothèse A :

Le développement économique permet la bonne santé financière de ces institutions (banques, caisse, mutuelle, institutions de micro finance, etc.).

Hypothèse B : Une augmentation des investissements du fait de la multiplication de ces institutions financières à l'échelle locale

Hypothèse C : Paralysie des institutions financières causée par l'importance des crédits en souffrance.

Variable 3 : emplois et chômage

Hypothèse A :

Une possibilité d'accès à l'emploi dans les secteurs public et privé soutenue par une formation adéquate de la ressource humaine.

Hypothèse B :

Augmentation du taux de chômage (déperdition scolaire des jeunes, un système éducatif peu performant, ...).

Variable 4 : Ressources minières :

Hypothèse A :

Les populations locales peuvent tirer profit à travers une bonne politique de l'état d'ici 2030, suite à une exploitation rationnelle des ressources minières et énergétiques (création des sociétés et l'utilisation de l'énergie renouvelable, électrification de villes et villages, mécanisation de l'agriculture).

Hypothèse B :

Une exploitation des ressources minières et énergétiques non respectueuse des normes environnementales entraînant une pollution de l'air et une dégradation de l'environnement.

Variable 5 : Tourisme

Hypothèse A :

Valorisation des potentialités touristiques de la région à travers le développement des infrastructures (exemple : zone du bord du fleuve, Djanké, N'Diéou, chasse, folklore, randonnée, pêche artisanale, ...).

Hypothèse B :

Le développement du tourisme s'accompagne de problèmes pour la population locale : développement des MST, vente de boissons alcoolisées, etc.

Hypothèse C : Pas de tourisme.

Variable 6 : Commerce, artisanat et industrie

Hypothèse A :

Le commerce et l'industrie vont se développer dans les années à venir (transformation des produits locaux, développement des échanges, ...).

Hypothèse B :

L'artisanat aura tendance à disparaître en raison de l'offre des produits manufacturés qui ont changé les modes de vie des populations.

Hypothèse C : Une politique de valorisation de l'artisanat local pour redynamiser le secteur et développer l'économie locale.

4.2. Priorisation des scénarios par composante (du moins au plus probable)

Scénario 5 (A4, A6, B5, B2, B3) : Un pôle économique développé avec des retombées diversifiées. Ce scénario se caractérise par une redynamisation des secteurs que sont l'énergie, les mines, le tourisme, le commerce et par une assistance des pouvoirs à travers une valorisation de sa ressource humaine (qualifiée et non qualifiée) et aux petites institutions micro financières pouvant contribuer au développement local durable → **Scénario possible et souhaitable**

Expliquer pour ce scénario passe avant les autres

Scénario 4 (A1, B2, B3, C4, B6) : Des populations solidaires dans une zone autonome caractérisée par une entente entre agriculteurs et éleveurs, qui nécessite une résolution définitive des conflits, soit à travers des actions de l'état qui s'inscrivent dans une logique de renforcement du secteur éducatif (formation qualifiée) et activités génératrices de revenus permettant aux agropasteurs de la zone d'investir dans d'autres secteurs plus porteurs. Soit des initiatives individuelles, ce qui suppose une identification zones pastorales et une protection des zones de cultures dans un souci d'une exploitation des ressources soucieuse de l'environnement → **Scénario souhaité et probable**

Scénario 1 (A1, A2, A3, A4, A5, A6) : *Un pôle économique en plein essor.* L'interdépendance entre agriculteurs et éleveurs dans une parfaite entente accompagnée d'une bonne politiques des pouvoirs publics et de ses partenaires au développement ; dans un souci de bonne gestion des RN, une exploitation minière et énergétique et le développement des infrastructures routières, touristiques, commerciales va constituer les bases d'un pôle économique en plein essor au Guidimakha. Une industrie florissante et une bonne formation conduira à une bonne capacité et santé financières et à l'amélioration pour l'accès l'emploi. → **Scénario souhaité et probable**

Composante « Gouvernance »

⇒ Variable 1 : Politique et législation

Politique : C'est l'application de l'ensemble des lois (organisationnelles et sociales).

La politique : c'est un choix exprimant les objectifs, les résultats, la vision des acteurs, à travers des lois, des engagements et des droits qui se matérialisent par une législation au niveau du territoire national.

La législation : ensemble des lois d'un pays relatives à un domaine particulier.

Hypothèse A :

Un accroissement du pouvoir des citoyens (auto administration) donc la proximité entre administration et administrés.

Hypothèse B :

La rupture ou le retour en arrière à travers une loi entraînant une régression des acquis de la décentralisation.

Hypothèse C :

Une amélioration de la législation nationale à travers le perfectionnement des stratégies et des programmes politiques.

⇒ **Variable 2 : Gouvernance et politiques locales**

La gouvernance et politique locale : deux facettes d'une même pièce qui constitue l'ensemble des règles portées par les autorités locales sur un territoire donné.

Gouvernance : Un territoire sur lequel une communauté exerce son pouvoir et gère ses ressources et son environnement. C'est l'ensemble des programmes et orientations définis par les communautés, les collectivités décentralisées et les services déconcentrés de l'Etat pour la gestion d'un territoire donné.

Hypothèse A :

Etant donné une volonté politique soutenue par la décentralisation, le dispositif institutionnel des communes va être une réalité.

Hypothèse B :

Un retour de l'essentiel du pouvoir dans les départements ministériels de l'Etat au détriment des collectivités locales.

Hypothèse C :

Une gouvernance locale, qui continuera à augmenter avec des mesures d'accompagnements (Changement des comportements, renforcement des capacités, augmentation des ressources financières).

⇒ **Sécurité :**

C'est l'ensemble des dispositifs d'une autorité pour protéger l'homme et ses biens contre toute menace contre l'homme et la nature.

La sécurité civile est l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une organisation pour protéger les populations civiles (personnes morales et personnes physiques), ainsi que leurs biens et activités, en temps de guerre, en temps de crise comme en temps de paix contre des risques et des menaces de toute nature, civile ou militaire »

Hypothèse A :

L'absence de règles efficaces pour protéger l'homme et ses biens contre toute menace conduit à une insécurité généralisée (alimentaire et physique).

Hypothèse B :

Du fait de la tendance actuelle, l'insécurité va s'accroître

Hypothèse C :

Les populations s'organisent et mettent en place des règles et des moyens efficaces pour assurer la sécurité des biens et des personnes avec le concours de l'Etat.

⇒ **Organisation de la société civile :**

La société civile : c'est l'ensemble des groupements formels (ONG, coopératives, Associations,...) ou informels n'appartenant à aucune structure politique et dotées de personnalité morale organisée dans un cadre légal pour atteindre des buts et objectifs de développement. Selon les participants.

Définition Wikipédia : « Une organisation est un ensemble d'éléments en interaction, regroupés au sein d'une structure régulée, ayant un système de communication pour faciliter la circulation de l'information, dans le but de répondre à des besoins et d'atteindre des objectifs déterminés ».

Définition de l'UNESCO : « Société civile, l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial, c'est-à-dire un ensemble d'organisations ou de groupes constitués de façon plus ou moins formelle et qui n'appartiennent ni à la sphère gouvernementale, ni à la sphère commerciale ».

Hypothèse A :

Les législateurs se mobiliseront pour apporter des mesures correctives pour recadrer et renforcer l'action de la dynamique associative.

Hypothèse B :

L'influence politique sur les structures locales de développement peut engendrer le clientélisme au sein des organisations de la société civile et amplifier les effets négatifs.

Hypothèse C :

Les organisations dites cartables se concentrent plus dans les pôles urbains : d'ici à 10 ans la dynamique sera en milieu rural.

⇒ **Relations transfrontalières :**

La Mauritanie et le Mali entretiennent une fraternité entre les deux peuples qui partagent un même espace économique (production locale) et un même mode de vie.

Le Mali et la Mauritanie sont séparés par le Karakoro mais entretiennent d'importantes relations sociales (mariages) et économiques (entre aide, pâturages, agricultures,...).

Mali, Mauritanie et Sénégal (zone Karakoro et zone fleuve) : un même peuple. Un adage maure dit : c'est comme l'homogénéité entre le lait et l'eau.

Deux aspects :

1. étymologique : un ensemble de liens entre deux entités territoriales.
2. historique : ensemble des liens sociaux, culturels entre deux peuples avec des identités diverses.

Hypothèse A :

Malgré des crises notées de part et d'autre des frontières, il n'y aura jamais de rupture dans les relations de bon voisinage.

Hypothèse B :

Les conflits frontaliers peuvent être à l'origine d'une dégradation de la cohabitation des communautés résidentes le long des frontières (détérioration des relations de bon voisinage).

Hypothèse C :

Le renforcement des mesures de sécurité et la maîtrise des échanges le long des frontières favorisent une bonne coopération transfrontalière.

⇒ Relations et coopérations internationales :

Deux aspects : une relation entre les Etats ou une autorisation de collaboration entre deux entités territoriales indépendantes à travers une relation juridique qui se matérialise sous forme de mutualisation des actions et ayant pour but le développement.

C'est l'ensemble des liens économiques (imports et exports, les flux financiers...), sociaux (mariages, gestion des conflits) et culturels (jumelages)... établis entre deux entités profitables aux populations en termes d'échanges économiques, de relation de bon voisinage, de gestion environnementale, de transhumance, etc.

Hypothèse A :

Le nombre de coopérations va croître, mais dans un contexte difficile (cherté de la vie, terrorisme);

Hypothèse B :

Un important développement économique à travers une coopération internationale avec de mesures et d'instruments efficaces pour mieux contrôler ces relations ;

Hypothèse C :

Une augmentation des relations en termes d'échanges et de mutualisation des actions à travers une coopération transfrontalière du bassin du Karakoro.

4.2 Priorisation des scénarios par composante

3. Scénarios issus du croisement des hypothèses

→ Scénario 1 :

Un réel transfert de compétences soutenu par une volonté politique, une forte dynamique à la base et un renforcement des liens socioéconomiques dans le bassin du Karakoro. **Souhaitable et possible ;**

→ Scénario 2 :

La sécurité des biens et des personnes est assurée par l'Etat avec l'assistance des citoyens, malgré l'existence du clientélisme qui ne favorise pas une bonne gouvernance locale. **Possible et peu souhaitable ;**

→ Scénario 3:

Quelque soit les crises répétitives, la sécurité des biens et des personnes, le long des frontières, sera assurée avec la collaboration des populations et les instruments d'intégration sous régionale dans le bassin du Karakoro. **Possible et souhaitable ;**

→ Scénario 4:

Une coopération transfrontalière efficace et soutenue par une forte dynamique organisationnelle de la société civile. **Possible, idéal et souhaitable ;**

Scenario 5: Une situation organisationnelle, politique et sécuritaire critique le long du bassin du Karakoro. **Possible et non souhaitable ;**

→ **Scenario 6:**

Absence de gouvernance locale efficace, centralisation de l'essentiel des prérogatives par l'Etat, malgré la mise en place des stratégies pour redresser la situation. **Possible et non souhaitable.**

4.3 Hiérarchisation des scénarios du probable et souhaité au moins

→ **Scenario 4 :**

Une coopération transfrontalière efficace soutenue par une forte dynamique organisationnelle de la société civile. **Possible, idéal et souhaitable ;**

→ **Scénario 1 :**

Un réel transfert de compétences soutenu par une volonté politique, une forte dynamique à la base et un renforcement des liens socioéconomiques dans le bassin du Karakoro. **Souhaitable et possible ;**

→ **Scenario 3:**

Quelque soit les crises répétitives, la sécurité des biens et des personnes, le long des frontières, sera assurée avec la collaboration des populations et les instruments d'intégration sous régionale dans le bassin du Karakoro. **Possible et souhaitable.**

4.4 Le Guidimakha à l'horizon 2030 ? (Synthèse des scénarios)

Un réel transfert de compétences soutenu par une volonté politique, une forte dynamique à la base et un renforcement des liens socioéconomiques dans le bassin du Karakoro.

La sécurité des biens et des personnes est assurée par l'Etat avec l'assistance des citoyens, malgré l'existence du clientélisme qui ne favorise pas une bonne gouvernance locale.

Quelque soit les crises répétitives, la sécurité des biens et des personnes, le long des frontières, sera assurée avec la collaboration des populations et les instruments d'intégration sous régionale dans le bassin du Karakoro. Une coopération transfrontalière efficace et soutenue par une forte dynamique organisationnelle de la société civile.

Une situation organisationnelle, politique et sécuritaire critique le long du bassin du Karakoro.

Absence de gouvernance locale efficace, centralisation de l'essentiel des prérogatives par l'Etat, malgré la mise en place des stratégies pour redresser la situation.

Une coopération transfrontalière efficace soutenue par une forte dynamique organisationnelle de la société civile. Un réel transfert de compétences soutenu par une volonté politique, une forte dynamique à la base et un renforcement des liens socioéconomiques dans le bassin du Karakoro.

Quelque soit les crises répétitives, la sécurité des biens et des personnes, le long des frontières, sera assurée avec la collaboration des populations et les instruments d'intégration sous régionale dans le bassin du Karakoro.

7. **Sécurité alimentaire : pouvoir d'achat, production agropastorale, écoulement des productions locales, maîtrise du foncier, maîtrise de l'eau, accès à l'eau potable → Synthèse en encadré**

Partie 4 : Enjeux et perspectives (hypothèses et scénarios)

4.1. Hypothèse d'évolution de chaque variable de chaque composante

Composante « Sécurité alimentaire »

- Le pouvoir d'achat

Hypothèse A :

Amélioration du pouvoir d'achat à travers un changement des habitudes alimentaires privilégiant le « consommer local », ce qui suppose une augmentation quantitative et qualitative de la production locale (par un retour des jeunes aux activités agropastorales, une valorisation de la production, une orientation des investissements de migrants en faveur du développement économique de leur territoire stimulé par l'action de l'Etat et des différents partenaires au développement).

Hypothèse B :

Diminution du pouvoir d'achat du fait de la forte dépendance des populations des produits importés, des effets néfastes du changement climatique, d'un contexte socioéconomique des pays du Nord difficile et d'une société moins solidaire (morcellement des familles, individualisme, etc.).

- Les productions agropastorales

Hypothèse A :

Augmentation des productions agropastorales du fait de l'orientation des acteurs vers l'élevage semi-intensif et de la mobilisation des eaux de surface (multiplication d'ouvrages de retenues d'eau).

Hypothèse B :

Une augmentation de la production vivrière mais qui ne permet pas la satisfaction des besoins alimentaires des populations en raison d'une forte croissance démographique, couplé à une diminution du cheptel du fait des aléas climatiques et de la diminution des zones de pâture.

Hypothèse C :

Abandon de l'activité agropastorale au profit des petits métiers et l'attraction du mode de vie dans les grandes villes.

- L'écoulement des productions locales

Hypothèse A :

Augmentation des productions destinées à l'autoconsommation et à la commercialisation résultant du développement de l'agriculture et de l'amélioration des zones de pâture.

Hypothèse B :

Faible écoulement des produits (faible production agropastorale et orientation totale à l'autoconsommation).

- **La maîtrise du foncier**

Hypothèse A :

Une parfaite maîtrise du foncier avec l'intervention de l'Etat dans la définition des plans d'occupation et d'affectation des sols (code pastoral, code de l'environnement, etc.).

Hypothèse B :

Gestion intégrée et concertée des sols agropastoraux par l'amélioration du fonctionnement des AGLC ou autre comité de gestion du foncier.

- **La maîtrise de l'eau**

Hypothèse A :

Bonne maîtrise de l'eau à travers les nouvelles techniques d'aménagement et d'exploitation des ressources (digues, seuils, ouvrages hydro agricoles ...).

Hypothèse B :

Faible maîtrise d'eau à cause de la persistance du phénomène de ruissellement en défaveur des activités agropastorales et une mauvaise gestion des ouvrages qui engendre des conflits aboutissant à leur abandon.

- **L'accès à l'eau potable**

Hypothèse A :

Réduction du taux d'accès à l'eau potable à cause de l'absence de mode de gestion intégré des ouvrages hydrauliques, la croissance démographique et de l'insuffisance des ressources hydriques.

Hypothèse B :

Une meilleure accessibilité à l'eau potable par l'intervention de l'Etat et les partenaires au développement à travers l'émergence des réseaux d'AEP dans certaines localités et une prise de conscience des populations en matière de gestion de l'eau.

4.2. Priorisation des scénarios par composante (du moins au plus probable)

Scénarios de la zone péri urbaine de Sélibaby :

Scénario 1 : *Une zone péri urbaine extrêmement vulnérable.* Une zone mal urbanisée (développement anarchique de l'urbanisme), sujette à des inondations avec une baisse de la production agricole et du pouvoir d'achat. → **Scénario possible et non souhaitable**

Scénario 2 : *Une zone péri urbaine non agricole, prospère et mal urbanisée.* Une zone non agricole, un marché de consommation avec un bon pouvoir d'achat dans un espace mal organisé. → **Scénario possible et non souhaitable**

Scénario 3 : *Une zone péri urbaine agricole prospère.* Une augmentation de la production agricole et du pouvoir d'achat à travers une bonne maîtrise de l'eau, des prix au producteur rémunérateurs et un développement de la transformation des produits agricoles. → **Scénario possible et souhaitable**

Scénarios de la zone Nord :

Scénario 1 : *Vers un abandon des cultures céréalières pour un élevage extensif en difficulté.*

Ce scénario se caractérise par une persistance de la baisse du pouvoir d'achat due au fait que la consommation alimentaire est de plus en plus orientée vers l'achat de produits importés qui

connaissent des fluctuations de prix. Au même moment, on assistera à une disparition des terres de cultures qui deviendront toutes des zones de pâturage en raison de l'augmentation de la pression animale : Accroissement du cheptel local et hausse de la présence des transhumants.

Toutefois, cette situation se passera dans un contexte où l'accès à l'eau potable est maîtrisé due à une intervention de l'Etat ou des autres partenaires mais aussi avec une bonne gestion des ressources en eau de la part des populations. **Possible et non souhaitable**

Scénario 2 : *Vers un abandon des cultures céréalières pour un élevage extensif en difficulté dans une zone en manque d'eau potable.*

Ce scénario est identique au premier à la différence qu'il existera un problème réel d'accès à l'eau potable. Ce problème sera surtout lié à l'agrandissement des villages sans efforts d'amélioration de l'accès à l'eau potable du fait qu'il repose parfois sur des zones de socle à avoir accès à l'eau potable à cause de la difficulté d'atteindre une nappe phréatique. **Possible et non souhaitable**

Scénario 3 : *Une zone pauvre vidée par l'exode rural sous le « charme » de la vie citadine. Les populations vont persister dans le changement de mode de consommation qui dépend de plus en plus de produits importés et une migration vers les villes (Sélibaby, Nouakchott, etc.) dans la mesure où ils trouvent pénible de réaliser les activités agropastorales. Egalement, il y a le fait qu'au niveau de ces villes ils apprennent des métiers qui ne sont pas à grande valeur ajoutée à savoir le fait d'être chauffeur, soudeurs, etc. Le peu qu'ils y gagnent servira plutôt à assurer des charges de nourriture, de logement et de charges locatives. Ils seront de plus en plus individualistes en oubliant leurs parents restés au niveau des villages. Possible et non souhaitable.*

Scénario 4 : *Une zone prospère avec une économie basée sur l'élevage extensif de petits ruminants.*

Ce sera une zone non agricole pour une concentration sur des activités d'élevage. L'élevage sera orienté vers les petits ruminants car ayant un cycle de vie plus court pour des éleveurs qui s'inscrivent dans une logique commerciale permettant d'investir dans l'immobilier et/ou le transport dans les grandes villes. Il sera plus facile d'élever un petit ruminant et le vendre que de le faire pour un bovin. La bonne commercialisation de ces animaux permettra aux populations d'avoir un bon pouvoir d'achat. **Possible et peu souhaitable**

Scénario 5 : *Une zone prospère avec une économie basée sur l'élevage semi-intensif avec une persistance des conflits entre agriculteurs et éleveurs.*

Il existera toujours l'activité d'agriculture avec un élevage semi-intensif rentable. En effet, du fait de la mauvaise qualité des pâturages mais aussi de la logique des jeunes de se désengager un peu des activités rurales, on assistera à une réduction des effectifs des animaux mais également à l'accroissement de la pratique de la complémentation avec des aliments ou d'autres sous produits agricoles. Cet élevage se fera dans une logique commerciale (pour investir dans l'immobilier et/ou le transport dans les grandes villes) mais ne sera pas sans difficulté dans la mesure où les conflits entre agriculteurs et éleveurs ne seront pas réglés. **Possible et peu souhaitable**

Scénario 6 : *Une zone prospère basée sur l'élevage semi-intensif dans un climat social apaisé.*

Il ressemble au scénario précédent pour ce qui est des pratiques et logiques économiques à la différence que les conflits entre agriculture et élevage seront réglés. Ce qui passera par une protection des zones de cultures soit à travers des actions de l'état ou des initiatives individuelles.

Possible et souhaitable

Scénario 7 : *Pratique de l'élevage semi-intensif faiblement rentable avec persistance des conflits agriculture/élevage.*

Dans ce scénario, l'activité d'agriculture existera mais aussi un élevage semi intensif cette fois sans grande valeur ajoutée pour les éleveurs. Comme dans les scénarios 5 et 6, de par la mauvaise qualité des pâturages mais aussi de la logique des jeunes de se désengager un peu des activités rurales, il

sera assisté à une diminution des effectifs des animaux et à l'accroissement de la pratique de la complémentation avec de l'aliment ou d'autres sous produits agricoles.

Cet élevage se fera dans une logique commerciale mais à cause de la non maîtrise des charges liés à l'intensification d'une part et la multiplicité des intermédiaires d'autre part, la plus value pour l'éleveur sera très faible voir nulle ou négative. Tout cela dans un contexte où les conflits entre agriculture et élevage ne seront pas réglés. **Possible et non souhaitable**

Scénario 8 : Retour vers une agriculture productive.

A travers une prise de conscience sur le fait qu'il ne soit possible et raisonnable de vouloir continuer à consommer ce que l'on ne produit pas et d'abandonner l'agriculture. Il sera opéré par la jeunesse un retour vers les activités agropastorales dans un contexte où l'Etat et les partenaires au développement mettront en place des politiques d'aménagement et de restauration des terres qui permettront d'obtenir une croissance de la production agricole. **Possible et souhaitable**

Scénarios zone Oued Intérieur :

Scénario 1 : Population vulnérable (faible pouvoir d'achat et problème d'accès à l'eau).

Ce scénario indique que les populations abandonneront de plus en plus les activités agricoles au profit de métiers jugés plus rentables (soudeurs, tailleurs, chauffeurs, maçons, mécaniciens, etc.). Toutefois, la dépendance des produits importés fait qu'elles se retrouvent avec une baisse du pouvoir d'achat malgré l'amélioration des prix au producteur du sorgho pour les quelques agriculteurs qui continueront à exercer l'activité agricole sans aucune maîtrise de l'eau pour les besoins agropastoraux. Le problème de l'accès à l'eau potable restant entier dans la mesure où l'habitat restera dispersé avec des implantations humaines peu peuplées n'incitant pas à la mise en place de forage. **Probable et non souhaitable.**

Scénario 2 : Population démunie mais ayant accès à l'eau de consommation.

Il est quasi identique au scénario précédent à la différence que pour celui le problème de l'eau potable a été réglé par l'état à travers ses programmes hydrauliques ainsi que les programmes soutenus par les partenaires au développement. **Possible et non souhaitable**

Scénario 3 : Zone agropastorale prospère.

Ce scénario indique un coût de la vie à la mesure des revenus des populations dans la mesure où elles s'attelleront à manger ce qu'elles produisent mais surtout à produire ce qu'elles mangent (riz, légumes, fruits, etc.). Cela étant soutenu par une augmentation de la production du sorgho d'une part à travers un aménagement concerté de l'espace et une bonne maîtrise de l'eau ainsi qu'une augmentation du bétail favorisée par l'injection des revenus des migrants dans la capitalisation en bétail d'autre part. Tous les chefs lieux de commune seraient dotés de forages avec un réseau d'adduction en eau et les autres villages auraient des puits. **Possible et souhaitable**

Scénario 4 : Zone vulnérable malgré un agropastoralisme renouvelé.

Zone bien aménagée avec une prise en compte des préoccupations des agriculteurs et des éleveurs mais où le penchant vers l'élevage est plus accru (du fait de la rentabilité de l'activité de commercialisation de bétail). A cause de la saturation des pâturages, les gens vont chercher à intensifier l'activité de l'élevage, engendrant des charges supplémentaires dans un marché de plus en plus saturé. Cette situation entraînant une chute des prix aux producteurs pour des populations ayant des habitudes de consommation extraverties et ainsi la baisse de leur pouvoir d'achat. **Possible et non souhaitable**

Scénario 5 : Retour à la situation antérieure (Agriculture/Elevage durable) avec un taux de couverture en eau de consommation amélioré. Possible et souhaitable

Scénario 6 : Intensification de l'agriculture/Elevage avec une option de spécialisation.

Au vu de la réduction de l'espace facilement utilisable pour l'agriculture et l'élevage, les populations vont faire le choix parmi les activités agropastorales porteuses dans la zone pour s'y investir (stabilisation, intensification de l'agriculture) avec comme atout la répartition claire de l'occupation de l'espace. **Possible et très souhaitable**

Scénarios de la zone Fleuve :

Scénario 1 : Les populations de la zone s'adaptent aux problèmes récurrents liés à la concurrence des produits importés, l'oisiveté des jeunes mais aussi aux manques de maîtrise des cultures sous pluies et de la fréquence des vols de bétail. **Possible et non souhaitable**

Scénario 2 : Augmentation des productions agropastorales destinées à l'autoconsommation et à la commercialisation, malgré des conflits existants par manque d'organisation **Possible et souhaitable**

Scénario 3 : Les populations opèrent une gestion optimale des facteurs de production (eau, foncier, ouvrages hydro agricoles, etc.) dans de bonnes conditions climatiques. **Possible, idéale et souhaitable**

Scénario 4 : Un taux de couverture en eau potable confortable et une bonne planification foncière étouffée par une faible maîtrise de l'eau à usage agropastorale. **Possible et souhaitable**

Scénario 5 : La zone se caractérise par une prise en main réelle de la gestion du foncier par l'Etat couplé à une maîtrise des ressources hydriques et d'un système d'élevage semi intensif qui permet de lutter contre le vol. **Possible, idéale et souhaitable**

Scénario 6 : Augmentation des productions destinées à l'autoconsommation et à la commercialisation du fait du renforcement de la maîtrise de l'eau et de la mise en place de nouvelles techniques agricoles. **Possible et souhaitable**

Scénario 7 : Une production agricole uniquement maîtrisée au niveau des bas fonds ne permettant qu'une autoconsommation associée à une cherté de la vie liée à des changements d'habitudes alimentaires dépendants des produits importés. **Possible et non souhaitable**

Scénario 8 : Une zone à pouvoir d'achat satisfaisant provenant de sources de revenu (migration et autres activités génératrices de revenus extra agricole) avec un renforcement des modes d'accès au foncier accompagné cependant d'une production agricole réduite et d'un faible taux de couverture en eau potable. **Possible et non souhaitable**

Scénario 9 : Malgré une bonne planification délimitant les zones de cultures et de pâturage, les productions agropastorales baissent à cause de la mauvaise gestion des ouvrages hydro agricoles entraînant une baisse du pouvoir d'achat. **Possible et non souhaitable**

Scénarios de la zone Karakoro :

Scénario 1 : Zone déficitaire en productions agropastorales du fait de l'avancée progressive de l'ensablement et de l'érosion sans possibilité d'écoulement entraînant la faiblesse du pouvoir d'achat des populations. **Possible et non souhaitable**

Scénario 2 : Zone stable marquée par une réelle maîtrise de l'eau et du foncier avec l'appui de l'Etat et des projets de développement d'où l'abondance des productions et un meilleur écoulement des produits locaux. **Possible et souhaitable**

Scénario 3 : Populations maîtrisant son foncier et disposant d'un secteur agropastoral amélioré par l'abondance des pluies qui rechargent les nappes et de l'existence des ouvrages hydrauliques permettant une meilleure accessibilité à l'eau potable. **Possible et souhaitable**

Scénario 4 : Zone à forte croissance démographique ne parvenant pas à maîtriser l'eau et le foncier engendrant une diminution des productions agropastorales et un manque réel de l'eau de consommation. **Possible et non souhaitable**

Scénario 5 : Populations conscientes et orientées vers l'élevage semi-intensif bénéficiant de l'appui de l'Etat et des ONG dans la mobilisation des eaux de surface entraînant une augmentation considérable des productions agropastorales et du pouvoir d'achat. **Possible, probable et souhaitable.**

4.3. Le Guidimakha à l'horizon 2030 ? (Synthèse des scénarios)

Partie 3 : Le Guidimakha d'aujourd'hui : Constats et enjeux (tendances lourdes)

3.1. Tendances lourdes pour chaque variable de chaque composante (force, faiblesse, opportunité et menace, analyse SWOT)

3.4. Tendance lourde générale pour le développement du Guidimakha

1. Les tendances lourdes : analyse du volet de la gouvernance

Une proximité entre administration centrale et administrés (citoyens) : Existence d'un pouvoir local élu au suffrage universel permettant aux populations de s'adresser directement à leur administration, malgré :

- La faiblesse des moyens financiers alloués aux collectivités locales et surtout une faiblesse des compétences ;
- Une déconcentration qui n'accompagne pas la décentralisation (absence de décentralisation des moyens) ;
- Une amélioration au niveau de la corruption mais la persistance du clientélisme ;
- Tendance vers la perte de vitesse pour le pouvoir traditionnel ;

Pour ces raisons les communes ne sont pas encore capables de jouer pleinement leur mission

L'insécurité notée est due à une perméabilité des frontières (vol de bétail, trafic, etc.) et à une complicité d'une certaine couche de la population au détriment de l'exercice des fonctions des autorités locales.

Une multiplication/prolifération des organisations de la société civile issue d'une volonté de l'Etat malgré un manque d'organisation et de prise de conscience de la société civile (opportunisme).

L'instauration des points de passages le long des frontières et les mesures de contrôle des biens et des personnes rendent les échanges transfrontaliers difficiles. Les bonnes relations locales de bon voisinage sont souvent affectées par des décisions prises au niveau central.

Les relations de type coopérations sous régionales et internationales deviennent de plus en plus importantes : jumelage, projets de développement entre plusieurs communes du sud et du nord et même sud-sud avec un niveau d'échange plus important. On peut citer l'organisation par l'Association des Maires du Guidimakha d'un atelier transfrontalier, appelé : la journée de la commune et du développement (Mali, Mauritanie et Sénégal).

3.4.2 TDN PHD

L'enjeu est de taille

Partie 4 : Enjeux et perspectives (hypothèses et scénarios)

- 4.1. Hypothèse d'évolution de chaque variable de chaque composante
- 4.2. Priorisation des scénarios par composante (du moins au plus probable)
- 4.3. Le Guidimakha à l'horizon 2030 ? (Synthèse des scénarios)

Partie 5 : Stratégie et actions à entreprendre pour un développement régional harmonieux (des actions à court terme, moyen terme et à long terme)

- 5.1. Stratégies et actions à entreprendre pour l'ensemble des scénarios les plus probables (Hiérarchisation des variables sur lesquelles il faut mettre en place une stratégie d'actions)
- 5.2. Stratégie globale d'actions à entreprendre pour un développement harmonieux au Guidimakha

Conclusion

Annexe

Planification des activités avant l'atelier régional

Date	Activités	Responsables
19/07/2010	Validation du Plan	GRDR (équipe PAIDEL + SPAP)
Du 20 au 27/07/2010	Rédaction du 1 ^{er} draft (cf. plan du rapport)	GRDR (équipe PAIDEL + SPAP)
28/07/2010	Validation du draft en interne (GRDR)	GRDR (équipe PAIDEL + SPAP)
Du 29 au 01/08/2010	Soumission du draft au STR et éventuellement avec le consultant pour des amendements. La méthode d'animation des ateliers (combien d'ateliers, organisation ST, A.Mai.G, les supports, GRDR.....)	STR, consultant et GRDR
02/08/2010	Réunion avec le STR : - valider le draft - fixer la date de l'atelier - préparer le contenu de l'animation de	GRDR + STR

	l'atelier régional de consolidation de la prospective Guidimakha horizon 2030 - liste des participants	
????????????	Journées régionales de consolidation	GRDR, ST et Consultant
????????????	Production du rapport final prospective Guidimakha horizon 2030	GRDR et consultant